

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT DE L'ASSAINISSEMENT

ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE



Empowered lives.
Resilient nations.

giz

Mandaté par :



Ministère fédéral
de l'Environnement, de la Protection de la Nature,
de la Construction et de la Sécurité nucléaire

de la République fédérale d'Allemagne

AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT
DURABLE (AEDD)



PROJET D'APPUI A LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE NATIONALE D'ADAPTATION AUX
CHANGEMENTS CLIMATIQUES AU MALI (ASNaCC)

&

PROJET DE PLANIFICATION INNOVANTE AU DEVELOPPEMENT VISANT L'ADAPATION AUX
CHANGEMENTS CLIMATIQUES (PICP)

Deuxième session du Comité National de Pilotage des Projets PICP-GIZ, ASNaCC-PNUD et ASNaCC-GIZ

**Bilan annuel 2017 et Programme de travail 2018 des projets
ASNaCC-GIZ, ASNaCC-PNUD et PICP**

Décembre 2017

Contenu

Sigles & Abréviations	3
I. VUE SYNTHETIQUE SUR L'ENSEMBLE DES 3 PROJETS D'ADAPTATION AUX CC	4
II. PRESENTATION DU PROGRAMME ASNaCC DE LA GIZ ET DU PNUD	6
1. Contexte	6
2. Justification du programme	6
3. Objectif global du programme ASNaCC du PNUD et de la GIZ.....	7
4. Le projet ASNaCC de la GIZ	7
5. Le projet ASNaCC-PNUD.....	20
III. PRESENTATION DU PROJET PICP DE LA GIZ	31
1 Contexte	31
2 Justification du projet.....	31
3 Objectifs et groupes cibles du Projet.....	31
4 Zones d'intervention du projet.....	32
5 Organes de mise en œuvre du projet.....	33
6 Financement	33
7 Durée du projet.....	34
8 Programme de travail du projet PICP	34
9 Bilan de l'exécution du projet PICP	36
10 Bilan financier	41
11 Contraintes/Difficultés.....	41
12 Perspectives 2018	41
IV. PROGRAMME DE TRAVAIL DES 3 PROJETS POUR 2018	42

Sigles & Abréviations

BMUB (appelé BMU jusqu'en 2014)	Ministère fédéral de l'Environnement, de la Protection de la Nature, de la Construction et de la Sûreté Nucléaire
BMZ	Ministère Fédéral de la Coopération Economique et du Développement
MEADD	Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable
AEDD	Agence de l'Environnement et du Développement Durable
PANA	Plan d'Action National d'Adaptation
PANC	Plan d'Action National sur le Climat
PNCC	Politique Nationale en matière des Changements Climatiques
SNCC	Stratégie Nationale en matière des changements climatiques
ENI-ABT	Ecole Nationale d'Ingénieurs Abderhamane Baba Touré
IER	Institut d'Economie Rurale
IPR/IFRA	Institut Polytechnique Rurale
CNRST	Centre Nationale de Recherche Scientifique et Technologique
PNUD	Programme des Nations Unis pour le Développement
GIZ	Agence de Coopération Allemande
CC	Changement Climatique
PMU	Unité de Gestion du Projet

I. VUE SYNTHETIQUE SUR L'ENSEMBLE DES 3 PROJETS D'ADAPTATION AUX CC

Bien que les impacts des CC et les niveaux de vulnérabilités soient bien différents au Mali (où l'accent est mis sur l'adaptation aux effets néfastes des CC) et en Allemagne (grand émetteur des gaz à effet de serre), les deux pays partagent la forte volonté et l'engagement politiques de lutter contre les CC. L'objectif de cette lutte commune est de limiter le réchauffement climatique en dessous des 2°C, voir à 1,5°C et de contribuer à l'union nécessaire de la communauté internationale pour l'atteinte des objectifs de la CCNUCC. La GIZ et le PNUD, en privilégiant une approche intégrée de l'adaptation, l'atténuation, le transfert des technologies, les financements et le renforcement des capacités, accompagnent le gouvernement du Mali dans sa vision exprimée dans sa politique nationale sur les changements climatiques :

« D'ici 2025 le cadre de développement socio-économique durable qui intègre les défis des changements climatiques dans tous les secteurs du développement est défini afin d'améliorer le bien-être des populations »

Pour la réalisation de la vision en matière de lutte contre les CC au Mali, l'objectif stratégique de la GIZ et du PNUD est :

« La résilience des systèmes écologiques, productifs et sociaux aux impacts des changements climatiques est accrue grâce au renforcement des capacités d'adaptation et à des approches d'adaptation innovantes et intégrées »

Afin de consolider les visions exprimées dans les propositions du projet PICP et du programme ASNaCC, une mise en commun des activités a été faite au début de l'année 2017. Cette vue synthétique des activités des projets doit permettre une meilleure visibilité des activités des projets et également faciliter la compréhension des partenaires. Toutefois, le bilan a été écrit en fonction de l'attribution des activités aux projets respectifs afin de tenir compte des aspects de justification et de comptabilité qui sont gérés séparément.

Axes stratégiques d'intervention

Pour atteindre l'objectif stratégique mentionné ci-dessus, l'appui de la GIZ et du PNUD s'articule autour de deux axes stratégiques comportant huit thèmes stratégiques

Axe stratégique 1

Appuyer la gouvernance politique et économique des CC au Mali

La GIZ soutient le gouvernement du Mali dans le renforcement du cadre politique et institutionnel ainsi que dans l'émergence d'un leadership dans la gouvernance continentale et mondiale des CC. La démarche de cet axe stratégique s'appuie sur deux thèmes stratégiques :

➤ La mise en place des conditions cadres pour l'intégration de l'adaptation aux CC dans la planification du développement national et local

- l'élaboration des instruments/outils d'intégration des CC dans la planification
- l'institutionnalisation, à travers des décrets, lois, et autres, des instruments d'intégration de l'adaptation aux CC
- l'amélioration du climat des affaires pour inciter les investissements favorables aux CC
- la mise en place d'un climat favorable au renforcement d'un système financier adapté aux CC.

➤ L'appui institutionnel à l'opérationnalisation des Contributions Déterminées Nationales (CDN) et du Processus National d'Adaptation (PNA)

Conformément aux objectifs du PNA et de l'accord issu de la COP 21 de Paris et du nouveau partenariat CDN lancé lors de la COP 22 de Marrakech, l'appui de la GIZ permet à l'Allemagne

d'apporter un soutien technique à l'implémentation de la CDN et du PNA du Mali afin qu'il puisse atteindre ses objectifs climatiques et de développement durable. Les actions d'opérationnalisation de la CDN et du PNA sont les suivantes :

- l'appui à la définition du cadre de coopération
- l'information, la sensibilisation et la formation des acteurs décideurs
- l'élaboration du plan stratégique d'investissement du fonds climat Mali
- l'élaboration des feuilles de route du processus PNA et des CDN ainsi que de l'implémentation des dernières.

Axe stratégique 2

Contribuer à la planification et la mise en œuvre des mesures d'adaptation aux CC au Mali

A travers cet axe stratégique, la GIZ accompagne le gouvernement du Mali dans le processus d'intégration des CC dans la planification nationale, sectorielle et locale ainsi que dans la mise en œuvre des mesures concrètes d'adaptation tant dans le domaine public que privé. Cette démarche vise :

➤ La facilitation de l'accès aux informations climatiques

- la mise en œuvre d'un réseau météorologique opérationnel efficace dans les 4 régions cibles qui fournit une moyenne climatologique pertinente (ou normale) comme base pour l'élaboration des prévisions climatiques
- l'actualisation du suivi des informations et des outils d'évaluation incluant la création et l'animation des bases de données
- l'actualisation des évaluations de vulnérabilité et de capacités
- l'appui à la diffusion des informations sur le climat
- la mise en place d'un Pôle Scientifique et Technique
- création de synergie avec d'autres institutions sous régionales et régionales produisant des informations climatiques

➤ L'intégration concrète du thème changements climatiques dans les politiques sectorielles et plans de développement régional et local

- l'élaboration des modules de formation adaptés et la réalisation de séances de formation pour les planificateurs et décideurs nationaux et locaux
- le choix des secteurs et des collectivités territoriales (CT) prioritairement vulnérables
- l'appui à l'élaboration/révision de politiques et de plans locaux de développement avec les instruments CC

➤ la facilitation de l'accès aux financements climatiques

- l'information et la sensibilisation sur les sources de financement climat existantes
- la mise en place d'outils et d'instruments de gestion et de suivi évaluation et d'un plan de communication pour promouvoir le fonds climat
- l'information et la formation des acteurs pour faciliter l'accès aux sources de financements climatiques aux niveaux national et international

➤ L'appui à la mise en œuvre des mesures d'adaptation aux CC au niveau local

- l'identification des mesures prioritaires d'adaptation aux CC
- l'appui aux CT dans la gestion technique et financière des mesures d'adaptation aux CC (MAAC)
- l'appui aux CT dans le suivi des réalisations
- l'appui à l'apprentissage par les pairs (visites d'expériences entre CT, Partenaires)
- **La promotion du Secteur Privé dans l'utilisation des technologies adaptées aux CC**
 - l'analyse des opportunités d'utilisation des technologies sobres en carbone
 - la sensibilisation et l'information des acteurs du secteur privé sur les enjeux liés aux CC
 - la sélection des opérateurs économiques pour un accompagnement technique
 - la formation et l'accompagnement des opérateurs économiques dans l'élaboration de stratégies et de plans d'affaires sobres en carbone et adaptés aux CC
 - l'orientation des opérateurs vers les sources de financements climatiques adaptés
- **La capitalisation et la mise en échelle des acquis et des leçons apprises**
 - la capitalisation des bonnes pratiques d'adaptation aux CC et des leçons apprises
 - la mise en place d'un réseau adéquat de communication et de partage au niveau local, national, sou-régional et international

II. PRESENTATION DU PROGRAMME ASNACC DE LA GIZ ET DU PNUD

1. Contexte

Les projections climatiques pour le Mali prévoient une forte hausse des températures vraisemblable et une augmentation de la variabilité des précipitations. Ces effets climatiques ont un impact négatif sur les principaux secteurs de l'économie (agriculture, élevage, foresterie, énergie, santé et infrastructures) et touchent plus particulièrement les groupes vulnérables. La résilience est faible et due à la dégradation de l'environnement, à la forte dépendance vis-à-vis d'activités économiques sensibles au climat pour ce qui est des moyens de subsistance en milieu rural, à l'absence de protection sociale et à la faible capacité à faire face aux impacts des changements climatiques.

Le Mali a mis en place un cadre cohérent de politique climatique. Après la crise politique et sécuritaire de 2012/2013, l'adaptation aux changements climatiques reste une forte priorité politique pour le Mali et ses partenaires techniques et financiers, et peut avoir un effet potentiel de stabilisation du pays. Malgré ces avancées au niveau politique, il y a toujours un manque d'informations climatiques (surtout au niveau infranational) ainsi que de connaissances des risques liés aux changements climatiques et des bonnes pratiques d'adaptation aux changements climatiques. Le manque de capacité d'agir des divers acteurs (communautés, secteur privé et gouvernement) contrarie l'efficacité de la mise en œuvre de la Stratégie nationale sur les changements climatiques (SNCC) et de son Plan d'action national Climat (PANC). Par conséquent, ce projet aide les décideurs, à tous les niveaux, à intégrer des mesures d'adaptation aux changements climatiques dans les politiques et stratégies nationales de développement socioéconomique pour les secteurs considérés comme vulnérables aux changements climatiques. Les mesures d'adaptation sont intégrées dans les outils de planification régionale, communale et locale. L'accent est mis sur les zones les plus vulnérables et sur la mise en œuvre d'activités sensibles au genre.

2. Justification du programme

Le Mali a été choisi comme pays pilote pour le renforcement des capacités d'adaptation aux changements climatiques. Les résultats et les expériences tirés de ce Programme seront par

conséquent diffusés aux niveaux national, régional et international. Cela contribuera à améliorer les synergies entre les acteurs internationaux, ainsi que la cohérence au niveau national. L'élaboration d'outils et l'intégration institutionnelle des solutions d'adaptation et des analyses de l'adaptation dans les politiques pertinentes et les stratégies sectorielles contribueront à assurer la durabilité des mesures à long terme.

3. Objectif global du programme ASNaCC du PNUD et de la GIZ

Pour soutenir les efforts du Mali dans la gestion des risques climatiques des secteurs prioritaires de développement et des communautés, le MEADD, avec, principalement l'appui financier du Ministère Fédéral de l'Environnement, de la Protection de la Nature et de la Sécurité Nucléaire (BMUB) et l'appui en nature du gouvernement du Mali, a lancé le Programme d'Appui à la Stratégie Nationale d'Adaptation aux Changements Climatiques (ASNaCC). Tel que souligné plus bas, le projet ASNaCC exécuté par le PNUD est aussi cofinancé par le PNUD.

Le Programme ASNaCC est conjointement mis en œuvre par la GIZ et le PNUD à travers deux (2) projets distincts complémentaires et interdépendants, soit respectivement ASNaCC-GIZ et ASNaCC/PNUD. Ce Programme vise à aider le Mali à relever les défis des changements climatiques qui menacent le développement durable du pays. Le projet de la GIZ et celui du PNUD contribuent à la réalisation des objectifs de ce Programme global (résultats). En plus des extrants (*outputs*) mentionnés plus bas. L'objectif global du programme ASNaCC de la GIZ et du PNUD est « dans les zones vulnérables du Mali, la résilience des systèmes écologiques, productifs et sociaux aux impacts des changements climatiques est accrue grâce au renforcement des capacités d'adaptation et à l'adoption d'approches d'adaptation innovantes et intégrées ».

4. Le projet ASNaCC de la GIZ

4.1. Objectifs spécifiques ou extrants et groupes cibles du Projet du projet ASNaCC de la GIZ

1. Les mesures d'adaptation aux changements climatiques sont intégrées dans les politiques et stratégies nationales de développement socioéconomique pour les secteurs classés comme vulnérables aux changements climatiques, ainsi que dans les outils de planification régionaux, communaux et locaux.
2. Les parties prenantes concernées mettent en œuvre des mesures d'adaptation innovantes et sensibles au genre pour une résilience accrue des systèmes écologiques, économiques et sociaux dans les zones les plus vulnérables du Mali ciblées par le projet.

L'extrait 2 du projet de la GIZ est identique à l'extrait 3 du projet du PNUD dans le cadre du Programme global. Toutefois, les activités suivent des approches légèrement différentes et sont conçues de manière à se compléter partiellement tout en étant réalisées dans différentes zones des principales régions d'intervention Kayes, Koulikoro, Ségou et Sikasso. Par conséquent, les indicateurs de l'extrait 2 sont également différents de ceux de l'extrait 3 du PNUD.

Groupe(s) cible(s)

Les bénéficiaires directs sont les institutions nationales et les populations des communes rurales et urbaines, notamment les plus vulnérables, dans les zones cibles. Le projet sera mis en œuvre par les structures gouvernementales et d'autres acteurs non gouvernementaux. Les groupes cibles intermédiaires sont les décideurs du niveau ministériel, leurs services techniques déconcentrés et les organismes élus au niveau régional et local.

4.2. Zones d'intervention du projet

Sur la base des trois critères que sont (1) la vulnérabilité aux changements climatiques, (2) la productivité agricole et la sécurité alimentaire, et (3) la couverture spatiale des zones par d'autres donateurs et organisations multilatérales et l'établissement de synergies avec eux,

quatre régions (Kayes, Koulikoro, Ségou et Sikasso) ont été désignées comme principales zones d'intervention du Programme global des activités prévues à l'échelle régionale et locale. Pour le projet GIZ, les zones d'intervention pour la mise en œuvre des mesures concrètes d'adaptation sur le terrain seront les régions de Koulikoro et de Ségou, les zones d'intervention pour le PNUD étant les régions de Kayes et de Sikasso.

4.3. Organes de mise en œuvre du projet

Pilotage du projet :

Le MEADD préside un comité de pilotage qui est mis en place pour le programme d'appui à la mise en œuvre de la Stratégie nationale d'adaptation aux changements climatiques (ci-après dénommé « le Programme »). Ce comité est responsable des orientations stratégiques.

Suite à la signature du contrat de coopération entre le BMUB et la GIZ, le MEADD, en tant qu'organisme de tutelle politique, est habilité à demander directement à la GIZ les services auxquels il peut prétendre. La GIZ et le MEADD ont réglé les détails (y compris le pilotage stratégique et opérationnel du projet) dans un contrat d'exécution. Le BMUB peut exercer ses droits conformément au contrat de coopération, et notamment ceux découlant de l'accord général, sans l'approbation du MEADD.

Agence d'exécution du projet au compte du BMUB :

La Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) est l'organisation chargée de la mise en œuvre du projet pour le compte du ministère fédéral allemand de l'Environnement, de la Protection de la Nature, de la Construction et de la Sûreté nucléaire (BMUB).

Partenaire principal de mise en œuvre du projet :

Créée en 2010 en tant qu'établissement public national à caractère administratif placé sous la tutelle du MEADD, l'**Agence de l'environnement et du développement durable (AEDD)** est le principal partenaire de mise en œuvre du projet pour le compte du MEADD.

Les autres **partenaires stratégiques et de mise en œuvre** sont, entre autres, les suivants :

- Direction nationale de l'assainissement et du contrôle des pollutions et des nuisances (DNACPN) ;
- Direction nationale des Eaux et Forêts (DNEF) ;
- la Direction générale des collectivités territoriales (DGCT);
- Centre de formation des collectivités territoriales (CFCT);
- Direction nationale de la planification du développement (DNPD) ;
- Agence pour la promotion des investissements (API) ;
- Agence Nationale de la Météorologie (Mali Météo) ;
- Direction nationale de la promotion de l'enfant et de la famille (DNPEF);
- Universités et centres de recherche (IPR/IFRA, CNRST, ENI, INSA, etc.).

D'autres **partenaires de mise en œuvre** intervenant au niveau local sont les **collectivités locales et des organisations non gouvernementales** telles que les organisations à base communautaire (p.ex. groupes d'utilisateurs), qui jouent un rôle primordial dans l'intégration de la dimension des « changements climatiques » dans les plans de développement, dans la mise en œuvre des mesures d'adaptation sur le terrain et dans leur application à plus grande échelle, et qui sont susceptibles de recevoir des contributions financières.

Le **secteur privé** joue un rôle important dans la mise en œuvre des activités d'adaptation pilotes (par ex. technologies à faibles émissions de carbone) et la création d'une économie résiliente aux changements climatiques.

4.4. Financement

Bailleurs	Montants	
	Euro	FCFA
Etat du Mali (en nature)	500 000	327 978 500
BMUB	4 906 000	3 218 125 042
Total	5 406 000	3 546 103 542

4.5. Durée du projet

Juillet 2014 à décembre 2019, mais une prolongation jusqu'à août 2021 sera demandée au bailleur.

4.6. Programme de travail du projet ASNaCC-GIZ

Les activités suivantes seront réalisées dans le cadre du projet de la GIZ.

Activités au titre de l'extrant 1 (GIZ)

- 1.1 Aider les décideurs et les responsables de la planification concernés à adapter ou à élaborer et appliquer des outils de Climate Proofing permettant d'intégrer l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de ce dernier dans les secteurs clés de la SNCC et dans les politiques et programmes associés (secteurs prioritaires : agriculture, élevage, pêche, énergie, eau, infrastructure et transport).
- 1.2 Aider les décideurs et les responsables de la planification concernés à intégrer la dimension « changements climatiques » dans les outils tels que l'étude d'impact environnemental et social (EIES) et l'évaluation environnementale stratégique (EES).
- 1.3 Aider l'AEDD à amorcer un processus de planification d'adaptation nationale (PAN ; National Adaptation Planning, NAP) et à mettre en application les Directives techniques pour le processus de planification d'adaptation nationale élaborées par le Groupe d'experts des pays les moins avancés (LEG) dans le cadre de la CCNUCC (y compris inventaire, stratégies d'intégration de l'adaptation dans les processus de planification sectorielle et de programmation budgétaire, et coordination intersectorielle).
- 1.4 Renforcer des capacités des comités de coordination et d'information (comités régionaux, locaux et communaux d'orientation, de coordination et de suivi des actions de développement, CROCSAD/CLOCSAD/CCOCSAD) dans la prise en compte de l'adaptation aux changements climatiques dans la planification de développement.
- 1.5 Appuyer l'intégration d'adaptation aux changements climatiques dans 20 plans de développement économique, social et culturel (PDESC) autres que ceux couverts par le projet du BMU « Planification innovante du développement pour l'adaptation aux changements climatiques ».
- 1.6 Soutenir les structures de planification au niveau national et régional en les aidants à intégrer l'adaptation aux changements climatiques dans les plans stratégiques de développement régional (PSDR) dans les quatre régions de Kayes, Koulikoro, Ségou et Sikasso (conjointement avec le PNUD).
- 1.7 Analyser et prioriser les besoins d'investissement relativement à l'adaptation dans les divers secteurs prioritaires et les régions les plus vulnérables.
- 1.8 Renforcer les capacités des décideurs du ministère de l'économie et des finances, du ministère du Plan et de la Prospective et de l'AEDD à identifier et structurer les fenêtres de

financement du Fonds Climat Mali conformément aux priorités nationales et aux politiques/stratégies sectorielles, et élaborer des plans d'investissement pour les fenêtres de financement ; cette activité sera étroitement coordonnée avec les activités se rapportant à l'extrait 2 du PNUD afin d'harmoniser les approches.

- 1.9 Soutenir la mise en place de conditions favorables à l'émergence d'un secteur privé utilisant des technologies à faibles émissions de carbone et à la promotion d'une économie résiliente aux changements climatiques :
- 1.10 Capitaliser sur les résultats et expériences du Programme au niveau national et international, et les faire connaître, de manière à améliorer la cohérence des interventions au niveau national et la synergie entre les acteurs internationaux afin de trouver des solutions aux problèmes des changements climatiques.

Activités au titre de l'extrait 2 (GIZ)

- 2.1 Sur la base d'analyses de vulnérabilité existantes et/ou additionnelles, identifier les zones d'intervention du projet et les autorités régionales et locales respectivement concernées ainsi que des communautés spécifiques dans les régions du projet Koulikoro et Ségou.
- 2.2 Élaborer des solutions d'adaptation innovantes et sensibles au genre produisant des avantages connexes (séquestration du carbone, mesures pilotes REDD+, préservation de la diversité biologique/l'agro-biodiversité) et tenant compte des résultats des analyses de vulnérabilité locales/régionales, des bonnes pratiques régionales et des mesures d'adaptation traditionnelles existantes :

Cette activité sera mise en œuvre en coopération avec le PNUD (voir activités 3.1-3.4).

- 2.3 Élaborer (i) un plan de communication (sensibilisation, information, éducation) sur les changements climatiques et la mise en œuvre du projet, et (ii) un plan de participation des acteurs tenant compte des particularités climatiques, écologiques et socioéconomiques des zones d'intervention du projet. Cette activité sera coordonnée avec le PNUD et sera également harmonisée avec son activité 3.7.
- 2.4 Renforcer les capacités des plateformes locales d'échange participatif des connaissances (par ex. groupes d'utilisateurs, champs-écoles paysans) et des services de vulgarisation agricole pour la sensibilisation aux changements climatiques et la diffusion de bonnes pratiques et de solutions d'adaptation sensibles au genre. Cette activité sera mise en œuvre en coordination avec les activités 3.6 et 3.7 du PNUD.
- 2.5 Renforcer les capacités des entités nationales (p.ex. société civile, communautés, secteur privé) à formuler des projets devant être soumis pour financement au Fonds Climat Mali (et à des fonds internationaux de lutte contre les changements climatiques).
- 2.6 Soutenir la mise en œuvre d'actions d'adaptation intégrées et sensibles au genre dans les secteurs prioritaires de la SNCC dans les zones d'intervention du projet. Les expériences recueillies lors de la mise en œuvre et les leçons apprises seront mises en commun avec le PNUD (voir activités 3.1-3.4) et avec les acteurs concernés dans le cadre de divers ateliers.
- 2.7 Soutenir la mise en œuvre d'activités pilotes d'adaptation dans le secteur privé visant à promouvoir une économie résiliente aux changements climatiques et mettant tout particulièrement l'accent sur les mesures favorisant les avantages connexes de l'atténuation.
- 2.8 Soutenir la capitalisation des expériences en matière d'adaptation en vue d'une application à plus grande échelle en organisant le retour d'information dans les groupes de travail intersectoriels, au niveau national et régional, et dans les systèmes d'information existants.
- 2.9 Organiser des ateliers conjoints GIZ-PNUD d'évaluation à mi-parcours et d'évaluation finale du programme avec les partenaires nationaux et d'autres acteurs concernés.

4.7. Bilan technique de l'exécution du projet ASNaCC/GIZ

ACTIVITES PREVUS	RESULTATS ATTENDUS	RESULTATS OBTENUS	NIVEAU DE REALISATION (en%)
<p>Phase de démarrage du projet : Après les activités de lancement du programme en 2015 et la planification des activités ainsi que le démarrage des études de base en 2016, l'année 2017 a été consacrée à la finalisation de ces études, notamment l'étude sur les risques liés aux changements climatiques et l'étude de référence sur les indicateurs de planification et du financement. Toutes ces études ont été suivies en proche collaboration avec le projet ASNaCC-PNUD.</p>			
<p>Résultat 1 : 1. Les mesures d'adaptation aux changements climatiques sont intégrées dans les politiques et stratégies nationales de développement socioéconomique pour les secteurs classés comme vulnérables aux changements climatiques, ainsi que dans les outils de planification régionaux, communaux et locaux.</p>			
<p>Act. 1.1 : Aider les décideurs et les responsables de la planification concernés à adapter ou à élaborer et appliquer des outils de Climate Proofing permettant d'intégrer l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation dans les secteurs prioritairement vulnérables.</p>	<p>Un guide méthodologique d'élaboration des politiques publiques sectorielles intégrant le triptyque CC, genre et emploi est conçu</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Le partenariat entre la Direction Nationale de la Planification et du Développement et l'AEDD est établi pour la conception d'un guide méthodologique d'élaboration des politiques publiques sectorielles. - Le dossier de demande de subvention est en cours de finalisation par l'AEDD et la DNPD pour la conception du guide méthodologique d'élaboration des politiques publiques sectorielles. 	<p>15%</p>
<p>Act. 1.2 : Aider les décideurs et les responsables de la planification concernés à intégrer la dimension « changements climatiques » dans les outils tels que l'étude d'impact environnemental et social (EIES) et l'évaluation environnementale stratégique (EES).</p>	<p>Les textes relatifs aux évaluations environnementales sont révisés et intègrent les CC</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les textes et guides relatifs à l'EIES et l'audit environnemental ont été révisés et ont intégré les CC - Un texte distinct et son guide méthodologique intégrant les CC relatifs aux évaluations environnementales stratégiques (EES) ont été élaborés - Les 3 projets de textes et les 3 guides méthodologiques d'application intégrant les CC 	<p>90%</p>

ACTIVITES PREVUS	RESULTATS ATTENDUS	RESULTATS OBTENUS	NIVEAU DE REALISATION (en%)
		<p>ont été validés par le Conseil National de l'Environnement.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un atelier national d'information et de sensibilisations des hauts cadres des départements ministériels (Conseillers techniques) et des journalistes soit 43 personnes sur les concepts, les enjeux et l'intégration des changements climatiques dans les évaluations environnementales (EES, EIES) et l'audit environnemental a été organisé en prélude au processus d'adoption de ces projets de textes par le gouvernement, notamment la réunion interministérielle (RI). - Les 3 projets de textes et les guides y afférents ont été remis à l'AEDD en vue de leur adoption par le Conseil des Ministres. 	
<p>Act. 1.3 : Aider l'AEDD à amorcer un processus de planification d'adaptation nationale et à mettre en application les Directives techniques pour le processus de planification d'adaptation nationale élaborées par le Groupe d'experts des pays les moins avancés (LEG) dans le cadre de la CCNUCC</p>	<p>Le feuille de route pour l'implémentation de processus PNA et validé et les capacités pour la mise en œuvre évalué</p>	<p>Une mission d'évaluation des capacités nationales en matière de planification de l'adaptation à l'aide de l'outil SNAP développé par la GIZ s'est déroulé en juin 2017. Le rapport final doit être validé par l'AEDD</p>	<p>90%</p>
<p>Act. 1.4 : Renforcer des capacités des comités de coordination et d'information (CROCSAD /CLOCSAD/ CCOCSAD) dans la prise en compte de</p>	<p>Les capacités des CROCSAD, CLOCSAD et CCOCSAD dans la prise en compte de l'adaptation aux changements climatiques</p>	<p>Des activités de renforcement des capacités à travers des séances d'information, sensibilisation et formation des acteurs membres des CROCSAD et CLOCSAD ont eu lieu en lien avec les missions</p>	<p>100%</p>

ACTIVITES PREVUS	RESULTATS ATTENDUS	RESULTATS OBTENUS	NIVEAU DE REALISATION (en%)
l'adaptation aux changements climatiques dans la planification de développement.	dans la planification de développement sont renforcées	de suivi des planifications communales	
Act. 1.5 : Appuyer l'intégration d'adaptation aux changements climatiques dans 20 plans de développement économique, social et culturel (PDESC) autres que ceux couverts par le projet du BMU « Planification innovante du développement pour l'adaptation aux changements climatiques (11_II_094).	L'intégration d'adaptation aux changements climatiques dans 20 PDESC est effectuée à travers l'appui de projet	Reportée à 2018	0%
Act. 1.6 : Soutenir les structures de planification au niveau national et régional en les aidants à intégrer l'adaptation aux changements climatiques dans les plans stratégiques de développement régional (PSDR) dans les quatre régions de Kayes, Koulikoro, Ségou et Sikasso	Les structures de planification sont soutenues en intégrant l'adaptation aux changements climatiques dans les PSDR	Les conseils régionaux ont été appuyé dans l'élaboration des dossiers de demande de subvention locale pour la révision des PSDR des régions de Kayes, Ségou et Sikasso. Le PSDR de la région de Koulikoro arrivant à terme en 2018, le projet a accepté d'accompagner le conseil régional dans l'élaboration du nouveau PSDR	50%
Act. 1.7 : Analyser et prioriser les besoins d'investissement relativement à l'adaptation dans les divers secteurs prioritaires et les régions les plus vulnérables.	Cadre d'investissements prioritaires dans le domaine du changement climatique tenant compte des possibilités de financement national et international et de leur évolution	Finalisation d'une cartographie des projets dans le domaine des changements climatiques au Mali comme base pour l'élaboration des plans d'investissements. La réunion d'ASNaCC GIZ/PNUD avec le DGB a eu lieu fin novembre 2017 sur la budgétisation sensible au climat	70%

ACTIVITES PREVUS	RESULTATS ATTENDUS	RESULTATS OBTENUS	NIVEAU DE REALISATION (en%)
		<p>La première version du plan d'investissement pour la CDN est prête.</p> <p>Depuis octobre plusieurs rencontres du comité de suivi de la mise en œuvre de la feuille de route CDN ont eu lieu</p>	
<p>Act. 1.8 : Renforcer les capacités des décideurs du ministère de l'économie et des finances et de l'AEDD à identifier et structurer les fenêtres de financement du Fonds Climat Mali conformément aux priorités nationales et aux politiques/stratégies sectorielles, et élaborer des plans d'investissement pour les fenêtres de financement ; cette activité sera étroitement coordonnée avec les activités se rapportant à l'extrant 2 du PNUD afin d'harmoniser les approches.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les Fenêtres de financement pour le Fonds Climat Mali sont identifiées - Les plans d'investissement pour le Fonds Climat Mali sont élaborés. 	<p>Le processus de recrutement d'un consultant international est en cours (suite au lancement de l'appel d'offres 3 fois de suite à l'échelle national sans retour) pour l'élaboration du plan d'investissement stratégique du fonds climat Mali</p>	20%
<p>Act. 1.9 : Soutenir la mise en place de conditions favorables à l'émergence d'un secteur privé utilisant des technologies à faibles émissions de carbone et à la promotion d'une économie résiliente aux changements</p>	<ul style="list-style-type: none"> - l'analyse du rôle du secteur privé et des possibilités et avantages connexes concernant l'atténuation et l'adaptation est réalisée ; - des incitations opérationnelles pour une gestion « climate proof » sont élaborées 	<ul style="list-style-type: none"> - Tenue de 2 ateliers de lancement avec les structures étatiques et le secteur privé, notamment les entreprises dans les secteurs sélectionnés (agriculture, énergies renouvelables) - ligne directrice claire établie avec API (feuille de route) pour l'appui au secteur privé; - Formation de 14 "formateurs/multiplicateurs" qui réaliseront l'analyse de vulnérabilité au 	50%

ACTIVITES PREVUS	RESULTATS ATTENDUS	RESULTATS OBTENUS	NIVEAU DE REALISATION (en%)
		niveau des entreprises ; - Visites/échanges au niveau de 09 entreprises (secteurs de l'agriculture et des énergies renouvelables) en vue du choix des entreprises pour l'analyse de vulnérabilité	
Résultat 2 : Les parties prenantes concernées mettent en œuvre des mesures d'adaptation innovantes et sensibles au genre pour une résilience accrue des systèmes écologiques, économiques et sociaux dans les zones les plus vulnérables du Mali ciblées par le projet			
Act. 2.1 : Sur la base d'analyses de vulnérabilité existantes et/ou additionnelles, identifier les zones d'intervention du projet et les autorités régionales et locales respectivement concernées ainsi que des communautés spécifiques dans les régions du projet Koulikoro et Ségou.	Résultats d'une analyse approfondie de la vulnérabilité au niveau régional et local, avec identification des zones d'intervention du projet particulièrement vulnérables	L'étude des risques climatiques au Mali est finalisée. . 3 impacts principaux ont été considérés : la disponibilité de l'eau, le couvert végétal et l'incidence du paludisme. Pour les 4 régions d'intervention du projet, l'étude a approfondi l'analyse en menant des enquêtes au niveau des ménages d'un échantillon de communes pour dégager les vulnérabilités particulières de ces populations et les mesures d'adaptation qui sont actuellement mises en œuvre. Le choix des communes d'intervention est en cours	90%
Act. 2.2 : Élaborer des solutions d'adaptation innovantes et sensibles au genre produisant des avantages connexes (séquestration du carbone, mesures pilotes REDD+, préservation de la diversité biologique/l'agro-biodiversité) et tenant compte des résultats des analyses de vulnérabilité	Un répertoire de mesures d'adaptation innovantes sensibles au genre produisant des avantages connexes et tenant en compte des résultats des analyses de vulnérabilité locales/régionales, des bonnes pratiques régionales et des	Les mesures d'adaptation mises en œuvre dans le cadre des projets ASNaCC-PNUD et PICP ainsi que les différentes formations organisées par les Conseillers Techniques ont permis de proposer plusieurs options d'adaptation aux collectivités.	60%

ACTIVITES PREVUS	RESULTATS ATTENDUS	RESULTATS OBTENUS	NIVEAU DE REALISATION (en%)
locales/régionales, des bonnes pratiques régionales et des mesures d'adaptation traditionnelles existantes.	mesures d'adaptation traditionnelles		
Act. 2.3 : Élaborer (i) un plan de communication (sensibilisation, information, éducation) sur les changements climatiques et la mise en œuvre du projet, et (ii) un plan de participation des acteurs tenant compte des particularités climatiques, écologiques et socioéconomiques des zones d'intervention du projet	Les éléments du plan de communication et du plan de participation des acteurs sont définis et programmés pour les zones d'intervention concernées	La stratégie et le plan de communication sont en cours de développement, néanmoins les activités de sensibilisation et formation dans ce cadre ont déjà démarré depuis le début du projet	40%
Act. 2.4 : Renforcer les capacités des plateformes locales d'échange participatif des connaissances (par ex. groupes d'utilisateurs, champs-écoles paysans) et des services de vulgarisation agricole pour la sensibilisation aux changements climatiques et la diffusion de bonnes pratiques et de solutions d'adaptation sensibles au genre.	Les plateformes locales d'échange participatif des connaissances (par ex. groupes d'utilisateurs, champs-écoles paysans) et des services de vulgarisation agricole pour la sensibilisation aux changements climatiques et la diffusion de bonnes pratiques et de solutions d'adaptation sensibles au genre ont été mise en place	Reportée à 2018	0%

ACTIVITES PREVUS	RESULTATS ATTENDUS	RESULTATS OBTENUS	NIVEAU DE REALISATION (en%)
<p>Act. 2.5: Renforcer les capacités des entités nationales à formuler des projets devant être soumis pour financement au Fonds Climat Mali (et à des fonds internationaux de lutte contre les changements climatiques).</p>	<p>Cinq formations à l'intention des décideurs et des responsables de la planification concernés, au niveau local et régional, portant sur l'élaboration et la gestion de projets destinés à être soumis pour financement à des fonds nationaux (notamment le Fonds Climat Mali) et internationaux de lutte contre le changement climatique ont été réalisées</p>	<p>Formations pas encore réalisées.</p>	<p>0%</p>
<p>Act. 2.6 : Soutenir la mise en œuvre d'actions d'adaptation intégrées et sensibles au genre dans les secteurs prioritaires de la SNCC dans les zones d'intervention du projet. Les expériences recueillies lors de la mise en œuvre et les leçons apprises seront mises en commun avec le PNUD (voir activités 3.1-3.4) et avec les acteurs concernés dans le cadre de divers ateliers.</p>	<p>Des actions d'adaptation prioritaires, innovatrices, intégrées et sensibles au genre dans les secteurs prioritaires de la SNCC dans les zones d'intervention du projet sont mises en œuvres</p>	<p>Reportée à 2018</p>	<p>0%</p>
<p>Act. 2.7 : Soutenir la mise en œuvre d'activités pilotes d'adaptation dans le secteur privé visant à promouvoir une économie résiliente aux changements climatiques et mettant tout particulièrement l'accent sur les</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Deux activités pilotes d'adaptation sont menées en collaboration avec le secteur privé ; - Les enseignements tirés de ces expériences sont documentés et 	<p>Reportée à 2018</p>	<p>0%</p>

ACTIVITES PREVUS	RESULTATS ATTENDUS	RESULTATS OBTENUS	NIVEAU DE REALISATION (en%)
mesures favorisant les avantages connexes de l'atténuation.	les approches diffusées.		

4.8. Bilan financier

Sur le budget mis à disposition par le BMUB, à la date du 23 décembre 2017, 44% des fonds ont été dépensés. Ceci correspond à un montant de 1 431 000 000 FCFA (2.181.000€).

4.9. Contraintes / Difficultés rencontrées

- Difficultés dans la gestion du Fonds Climat Mali et la mise en place des règles de gouvernance du fonds
- Fluctuation du personnel de l'équipe GIZ
- Disponibilité des ressources humaines des structures partenaires

4.10. Perspectives 2018

- La présentation des résultats des études de base est prévue pour le début de l'année 2018
- Activité 1.1 : Conception du guide méthodologique d'élaboration des politiques publiques intégrant les changements climatiques, le genre et l'emploi. Egalement, il est prévu la révision de trois politiques sectorielles pour y intégrer les changements climatiques, le genre et l'emploi
- Activité 1.2 : Adoption des textes relatifs à l'EES, l'EIES, l'audit environnemental intégrant les CC et l'EES par le Conseil des Ministres
- Activité 1.3 : Atelier de validation du rapport final de la mission d'évaluation des capacités nationales en matière de planification de l'adaptation et appui de la révision de la feuille de route de mise en œuvre du processus PNA et sa mise en cohérence avec la feuille de route de mise en œuvre de la CDN
- Activité 1.4 : Des séances de sensibilisation et d'information sont planifiées en lien avec l'élaboration des PSDR
- Activité 1.5 : 20 collectivités territoriales seront appuyés dans la révision / élaboration de leur PDESC intégrant les changements climatiques
- Activité 1.6 : La révision des PSDR de Kayes, Sikasso et Ségou sera finalisé dans le premier semestre 2018 et le PSDR de Koulikoro sera élaboré
- Activité 1.7 : poursuite de l'échange avec la DGB afin de pouvoir déterminer le budget alloué aux projets de lutte contre les changements climatiques
- Activité 1.8 : Elaboration du plan Stratégique du Fonds Climat Mali par un consultant international
- Activité 1.9 : Réaliser l'analyse de vulnérabilité au niveau de 2 entreprises (1 entreprise du secteur de l'agriculture et 1 entreprise du secteur des énergies renouvelables)
- Activité 2.1 : La présentation des résultats des études de base permettra également de discuter le choix des communes d'intervention avec les acteurs concernés au niveau régional
- Activité 2.2 : Sur la base des mesures d'adaptation actuellement en cours de mise en œuvre dans le cadre du projet PICP et des informations collectées auprès des institutions de recherche, un répertoire des mesures d'adaptation sera conçu en collaboration avec l'équipe ASNaCC-PNUD
- Activité 2.3 : Elaboration d'une stratégie de communication dans le domaine de l'environnement axée sur la sensibilisation, la formation et l'éducation

environnementale. Le plan de communication pour les deux projets d'adaptation aux changements climatiques de la GIZ sera finalisé et mis en œuvre.

- Activité 2.4 : En parallèle avec la mise en œuvre des mesures d'adaptation (voir activité 2.6) les plateformes locales seront renforcées
- Activité 2.5 : Organisation de cinq (5) ateliers de formation à l'intention des décideurs et des responsables de la planification portant sur l'élaboration et la gestion de projets destinés à être soumis pour financement à des fonds nationaux (notamment le Fonds Climat Mali) et internationaux de lutte contre les changements climatiques
- Activité 2.6 : Suite à l'élaboration des PDESC dans le premier semestre 2018, la mise en œuvre des mesures d'adaptation pourra commencer
- Activité 2.7 : Deux activités pilotes d'adaptation sont menées en collaboration avec le secteur privé

5. Le projet ASNaCC-PNUD

5.1. *Objectifs spécifiques ou résultats et groupes cibles du projet ASNaCC du PNUD*

Résultat 1. Des données climatiques et d'informations fiables sont disponibles pour améliorer l'analyse des impacts du changement climatique sur le développement socio-économique et environnemental et l'intégration et le développement de solutions d'adaptation appropriées.

Résultat 2. Des outils opérationnels pertinents pour le Fonds Climat Mali sont élaborés par l'AEDD et le Ministère en charge des Finances et promus vers différents acteurs gouvernementaux, multilatéraux, bilatéraux, secteurs privés et société civile.

Résultat 3. Les parties prenantes concernées mettent en œuvre les mesures d'adaptation innovantes sensibles au genre pour la résilience accrue des systèmes écologiques, économiques et sociaux dans les zones les plus vulnérables du Mali ciblées par le projet.

Groupe(s) cible(s): Les bénéficiaires directs sont les institutions et les populations des municipalités rurales, urbaines et nationales, en particulier les plus vulnérables dans les zones cibles.

5.2. **Zones d'intervention**

Les quatre régions Kayes, Koulikoro, Ségou, et Sikasso ont été identifiées comme les principaux domaines d'intervention pour l'ensemble du programme pour les activités aux niveaux régional et local.

Communes d'intervention pour la mise en œuvre des mesures d'adaptation du Projet ASNaCC/PNUD

N°	Régions	Cercles	Communes
1	Kayes	Kayes	Koussané
2		Bafoulabé	Diakon
3		Kita	Kourouninkoto
4		Diéma	Lakamané
5		Nioro	Nioro Tougouné Rangabé

6	Sikasso	Sikasso	Dembela
7		Koutiala	Konina
8		Yorosso	Kiffosso1
9		Kolondiéba	Kolosso
10		Bougouni	Domba

5.3. Organes de mise en œuvre du projet

Agence d'exécution au compte du BMUB : PNUD

Le PNUD est l'Agence chargée de la mise en œuvre pour le compte du Ministère Fédéral Allemand de l'Environnement, de la Protection de la Nature, de la Construction et de la Sûreté Nucléaire (BMUB).

Présidence du Comité de Pilotage : Le Ministère de l'Environnement de l'Assainissement et du Développement Durable, (MEADD) du Mali.

Le MEADD dirige le comité de pilotage pour la mise en place globale du " Programme d'Appui à la Stratégie Nationale d'Adaptation aux Changements Climatiques au Mali " et est chargé du pilotage stratégique des projets à la fois de la GIZ et du PNUD.

Structure technique de mise en œuvre au nom du MEADD : AEDD

L'AEDD est la structure technique de mise en œuvre du projet du PNUD au nom du MEADD. Elle assure la coordination opérationnelle du projet du PNUD. Elle administre et gère les contributions financières du PNUD à l'égard de ses sous-traitants.

Elle gère le projet du PNUD à travers une unité de coordination du projet et délèguera des activités spécifiques au niveau des ministères, institutions et organismes communautaires/société civile appropriés (désignés sous-traitants).

Les sous-traitants :

Le projet est mis en œuvre par des structures gouvernementales et non-gouvernementales, positionnées en tant que prestataires de services techniques à l'AEDD. Les principaux acteurs sont les suivants:

- L'Agence météorologique nationale ;
- Les services de planification au niveau des ministères concernés (agriculture, eau, pêche, forêt, environnement, etc.) ;
- Les universités et les centres de recherche (IER, IPR IFRA, CNRST, ENI, etc.) ;
- Les services d'assistance technique au niveau local: appuyant l'adoption des pratiques d'adaptation et les avantages liés aux formations concernées sur la gestion des risques climatiques;
- Les organisations à base communautaire: localités bénéficiant des investissements pour la promotion des pratiques d'adaptation et des formations sur les technologies d'adaptation;
- Les organisations non gouvernementales: appuyant les producteurs sur la mise en œuvre des options d'adaptation et les avantages liés aux formations concernées sur la gestion des risques climatiques;
- Les organisations de la société civile: impliquées dans l'appui au partage des connaissances sur les CC;

- Le secteur privé: les fournisseurs de services pour la mise en œuvre des pratiques d'adaptation et avantages liés aux options et formations sur la gestion des risques climatiques.

5.4. Financement

Bailleurs	Montants	
	USD	FCFA
Etat du Mali (en nature)	300 000	175 497 000
Etat du Mali (en espèce)	200 000	116 998 000
BMUB	5 492 553.97	3 213 089 147
PNUD	500 000	292 495 000
Total	6 492 553.97	3 798 079 147

5.5. Durée du Projet :

Août 2015 à Août 2021

5.6. Etat d'avancement des activités en 2017 (ASNaCC/PNUD)

ACTIVITES PREVUS	RESULTATS ATTENDUS	RESULTATS OBTENUS	NIVEAU DE REALISATION (en%)
<p>Résultat 1 : Des données climatiques et d'informations fiables sont disponibles pour améliorer l'analyse des impacts du changement climatique sur le développement socio-économique et environnemental, et, l'intégration et le développement de solutions d'adaptation appropriées.</p>			
<p>Evaluation du réseau météorologique des quatre régions (Kayes, Koulikoro, Sikasso et Ségou) d'intervention du Programme ASNaCC avec Mali Météo</p>	<p>Evaluer l'état du réseau météorologique des quatre régions (Kayes, Koulikoro, Sikasso et Ségou) en vue de son renforcement</p>	<p>L'évaluation a été faite par une équipe conjointe de Mali Météo et du projet. Il ressort de cette évaluation que Mali Météo dispose de 73 stations d'observations (19 stations synoptiques, 54 stations agro-climatologiques dont 35 non opérationnelles). Pour les stations synoptiques le taux d'équipement en mauvais état varie de 0 à 100% (en moyenne 45%) ; en ce qui concerne les stations agro climatologiques il varie de 0 à 85% avec une moyenne de 46%.</p>	<p>100%</p>
<p>Tenue de l'atelier de mise en place du Comité Scientifique et Technique ;</p>	<p>Tenir un atelier pour mettre en place le Comité Scientifique et Technique</p>	<p>L'atelier a été tenu et huit (08) institutions ont été choisies pour constituer ce Comité. Par la décision N°0133 en date du 20/10/2017 du Ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable le Comité Scientifique et Technique a été créé.</p>	<p>100%</p>
<p>Acquisition des équipements pour l'Agence Mali Météo afin de renforcer son réseau dans ses stations météorologiques des quatre régions</p>	<p>Acquérir cinq 05 stations météorologiques automatiques et divers équipements météorologiques au bénéfice de Mali Météo</p>	<p>Le processus est en cours, sur la base de la liste des fournisseurs donnée par Mali Météo, pour choisir un fournisseur</p>	<p>25%</p>

ACTIVITES PREVUS	RESULTATS ATTENDUS	RESULTATS OBTENUS	NIVEAU DE REALISATION (en%)
Actualisation le suivi des informations et les outils d'évaluation	Elaborer une base données sur les risques et la vulnérabilité (données climatiques, SIG, socioéconomiques, physiologiques), acquérir les équipements pour la base de données, les modèles de simulation et les données satellitaires.	Ces activités dépendent de l'opérationnalité du Comité Scientifique et Technique qui n'a été créée qu'en octobre 2017.	0%
Accéder aux informations climatiques	Disséminer les informations issues de l'actualisation des évaluations de vulnérabilité		0%
Initiation/actualisation des évaluations de vulnérabilité et de capacités	Initier/actualiser des évaluations de vulnérabilité et de capacités		0%
Résultat2 : Des outils opérationnels appropriés pour le Fonds Climat Mali sont développés par l'AEDD et le Ministère des Finances et promus à l'intention divers acteurs gouvernementaux, multilatéraux, bilatéraux, du secteur privé et de la société civile			
Elaboration des outils de Suivi, de Rapport et de Vérification (MRV) pour le Fonds Climat Mali	Elaborer des outils de Suivi de Rapportage et de Vérification pour renforcer le Fonds Climat Mali	Cette activité n'a pas été exécutée faute de ressources humaines à former pour l'appropriation de l'outil.	

ACTIVITES PREVUS	RESULTATS ATTENDUS	RESULTATS OBTENUS	NIVEAU DE REALISATION (en%)
Elaboration et mise en œuvre d'un plan de communication et de collecte de fonds pour assurer l'adhésion des partenaires et bénéficiaires au Fonds Climat Mali.	Elaborer et mettre en œuvre un plan de communication et de collecte de fonds pour assurer l'adhésion des partenaires et bénéficiaires au Fonds Climat Mali.	Le processus de recrutement du Consultant est en cours	20%
Organiser des sessions de formations pour développer les capacités des futurs fiduciaires du Fonds Climat Mali (organisées par le Ministère des Finances) et le Secrétariat (AEDD) concernant la gouvernance du Fonds Climat Mali et les modalités de mise en œuvre	<p>Formation du secrétariat de l'AEDD sur la gouvernance du Fonds Climat et les modalités de mise en œuvre</p> <p>Formation des futurs fiduciaires sur les outils de gestion</p> <p>Formation des futurs fiduciaires sur les outils MRV</p>	Les outils n'ayant pas été élaborés, les formations ne pouvaient être organisées	0%
<p>Résultat 3 : Les parties prenantes concernées mettent en œuvre les mesures d'adaptation innovantes sensibles au genre pour la résilience accrue des systèmes écologiques, économiques et sociaux dans les zones les plus vulnérables du Mali ciblées par le projet.</p>			

ACTIVITES PREVUS	RESULTATS ATTENDUS	RESULTATS OBTENUS	NIVEAU DE REALISATION (en%)
Validation (i) de l'étude de référence sur les mesures d'adaptation, (ii) des études de faisabilité technique et socioéconomique effectuée pour la réalisation des forages (10 sites) avec adduction d'eau à panneaux solaires, (iii) des études de faisabilité technique, socioéconomique et environnementale effectuée pour la réalisation des infrastructures de retenue d'eau (07 sites) et des mares (06 sites)	Tenir un atelier pour valider les résultats de ces quatre études.	Un atelier de deux jours regroupant une quinzaine de personnes représentant les services technique spécialisés a permis de valider les résultats de ces études	100%
Restitution dans les régions de l'étude de référence sur les mesures d'adaptation, des études de faisabilité technique et socioéconomique effectuée pour la réalisation des forages (10 sites) avec adduction d'eau à panneaux solaires, des études de faisabilité technique, socioéconomique et environnementale effectuée pour la réalisation des infrastructures de retenue d'eau (07 sites) et des mares (06 sites)	Tenir un atelier par région pour restituer les résultats de ces études	Pour chacune des régions (Kayes et Sikasso), un atelier regroupant une trentaine de personnes représentant l'administration, les Collectivités Territoriales, les services techniques et la société civile a été tenu pour restituer les résultats de ces études.	100%
Réalisation de l'étude de référence sur les indicateurs de planification et du financement dans le domaine des Changements Climatiques.	Réaliser une étude de référence sur les indicateurs de planification et de financement dans le domaine de	L'étude a été réalisée. Mais certains indicateurs n'ont pu être renseignés à cause de la difficulté à faire la part des investissements dans les Changements Climatiques des investissements	

ACTIVITES PREVUS	RESULTATS ATTENDUS	RESULTATS OBTENUS	NIVEAU DE REALISATION (en%)
	changements climatiques des projets BMUB (ASNaCC/PNUD, ASNaCC/GIZ et PiCP)	globaux (exemple du Budget Spécial d'Investissement)	
Réalisation de forages	Réaliser dix (10) forages pour les besoins en eau des populations bénéficiaires	Les dix (10) ont été réalisés forages. Parmi les dix (10) forages, sept (07) permettent aujourd'hui aux populations (8000 habitants) de 07 villages d'avoir accès à l'eau et d'abreuver leur bétail. Les 03 autres forages permettent à environ 300 femmes de faire du maraîchage.	100%
Aménagement de bas-fonds.	Aménager sept (07) bas-fonds.	Sept (07) bas – fonds (une mare (01) et six (06) retenues d'eau) ont été aménagés. L'aménagement des 07 bas-fonds permettent de disposer de 133 hectares pour la riziculture, 75.5 pour le maraîchage et 25.5 hectares pour la pisciculture. Pour la culture de contre saison de cette année, 80 femmes exploitent 1,5ha au niveau de la retenue d'eau de Sobia.	100%
Mise en place des Champs Ecoles Producteurs (CEP)	Mettre en place des CEP dans 30 villages des 10 communes d'intervention du Projet.	Des Champs Ecoles Producteurs (CEP) ont été mis en place dans 30 villages des 10 communes d'intervention du projet. 20 à 30 producteurs par CEP soit 600 à 900 producteurs seront encadré durant la campagne agricole 2017 sur les techniques culturales conventionnelles et les variétés améliorées de semences. L'objectif étant	100%

ACTIVITES PREVUS	RESULTATS ATTENDUS	RESULTATS OBTENUS	NIVEAU DE REALISATION (en%)
		de les amener à adopter ces méthodes de culture et les variétés améliorées plus adaptées au climat	
Suivi des Champs Ecoles Producteurs.	Mener cinq (05) missions de suivi dans chaque région avec les Directions Régionales de l'Agriculture (DRA) pour appuyer les producteurs et les agents d'encadrement.	Deux (02) missions de suivi ont été effectuées à Sikasso et une (01) mission à Kayes. La première Il découle de ces missions les constats suivants : A Kayes 11 champs sur 15 ont été semés ; sur les 330 inscrits (dont 232 hommes et 98 femmes) pour les 11, 327 (dont 222 hommes et 105 femmes) participent régulièrement aux activités. A Sikasso 15 champs sur 15 ont été semés ; sur les 500 inscrits 320 participent régulièrement aux activités. Le Champs du village de Domba a été abandonné par les producteurs qui préfèrent aller travailler sur le chantier de la nouvelle mine d'or.	25%
Appui en intrants pour les groupements féminins	Fournir les intrants aux groupements féminins des trois (03) périmètres réalisés par le projet	L'activité n'a pu être exécutée	0%
Etude de faisabilité sur les appuis aux groupements de femmes	Réalisation de l'étude diagnostique sur les besoins en équipements de transformation, en microcrédit et en intrants de maraîchage des groupements féminins.	L'étude a été menée. Il ressort cette étude que la principale activité des femmes est le maraîchage. La transformation étant surtout pratiquée par les femmes des communes de Sikasso. Les femmes évitent de prendre des prêts au niveau des institutions de crédit. Elles pratiquent essentiellement le crédit en solidaire entre elles. Les principales difficultés du maraîchage sont la	100%

ACTIVITES PREVUS	RESULTATS ATTENDUS	RESULTATS OBTENUS	NIVEAU DE REALISATION (en%)
		disponibilité de l'eau, l'accès aux intrants et l'insuffisance des superficies aménagées par rapport au nombre de femmes. De ces constats le projet a planifié les études de faisabilités pour la réalisation de 08 périmètres maraîchers et des centres de transformation.	
Etudes de faisabilité de dix (10) nouveaux forages.	Recruter un bureau d'études pour réaliser cette étude	Recrutement du bureau en cours. Les offres ont été reçues.	50%
Etudes de faisabilité de deux (02) retenues d'eau en cours.	Recruter un bureau d'études pour réaliser cette étude	Recrutement du bureau en cours. Les offres ont été reçues et le dépouillement est en cours.	50%
Formation/Sensibilisation des agents des services techniques sur les risques climatiques et les technologies d'adaptation	Former/sensibiliser les agents sur les risques climatiques	Des ateliers de sensibilisation sur la problématique des Changements Climatiques (un atelier par région) ont été tenus dans les régions de Kayes et Sikasso à l'occasion de la quinzaine de l'environnement au Mali. 100 participants regroupant les représentants des élus, de l'administration, des services techniques et des ONG ont participé à ces deux ateliers.	100%

5.7. Bilan financier

Le taux d'exécution financière est de 106% par rapport au fonds disponible pour l'année 2017.

5.8. Contraintes / Difficultés

Les contraintes sont liées aux points suivants :

- L'arrêt précoce des pluies qui n'a pas permis de retenir l'eau au niveau des bas-fonds aménagés à l'exception de la mare de M'Pètiéla.
- Insuffisance du personnel au niveau du Fonds Climat Mali qui a ralenti l'exécution des activités du Résultat 2

5.9. Programme de Travail et Budget 2018

Le programme de travail 2018 touche à l'essentiel des activités des trois résultats du projet.

Résultat 1 : Facilitation de l'accès aux informations

- Renforcement des installations du réseau météorologique des quatre régions à travers l'acquisition de cinq stations météorologiques automatiques et divers équipements météo.
- L'actualisation du suivi des informations à travers la mise en place d'un Système d'Information Géographique (SIG), l'acquisition des technologies et équipements y afférentes et les modèles de simulation ;
- Permettre aux utilisateurs d'accéder aux informations climatiques à travers une méthode de dissémination ;

Résultat 2 : Appui du Fonds Climat

A la fin de 2018 les trois activités de ce résultat seront réalisées.

- plan de communication pour la promotion du fonds
- Développement d'un système de gestion de qualité pour la sélection et la planification des projets climatiques et les procédures d'exploitation standard et outils suivi Rapportage et Vérification.
- formation sur les outils élaborés.

Résultat 3 : Mesures d'adaptation

Le plan opérationnelle 2018 prévoit la poursuite de la mise en œuvre des mesures d'adaptation à travers:

- Les études de faisabilité et la réalisation de huit (08) périmètres maraichers équipés de forages au bénéfice des femmes ;
- Les études de faisabilité et la réalisation d'une Adduction d'Eau Sommaire accompagnée d'abreuvoirs ;
- Les études de faisabilité et la réalisation d'un périmètre pastoral équipé de forage ;
- Les études de faisabilité et la réalisation de deux retenues d'eau ;
- L'aménagement de la mare de Koumbou (Commune de Lakamané ;
- L'encadrement (en collaboration avec les services techniques régionaux) des producteurs sur les technologies de production et l'exploitation des bas-fonds et des périmètres maraichers déjà aménagés ;
- L'accompagnement des producteurs pour le reboisement.

III. PRESENTATION DU PROJET PICP DE LA GIZ

1 Contexte

Le Mali a ratifié la Convention-Cadre sur les Changements Climatiques des Nations Unies (CCNUCC) et a présenté, en décembre 2007, son Plan d'Action National d'Adaptation aux changements climatiques (PANA). Depuis, le pays renforce continuellement les institutions nationales et les instruments politiques afin que les organismes et les partenaires puissent réagir aux changements climatiques avec efficacité à tous les niveaux. Les piliers d'une stratégie climatique nationale ont été définis en juillet 2009 lors de la conférence malienne sur l'environnement. Depuis juillet 2011, il existe une Politique Nationale sur les Changements Climatiques (PNCC), une Stratégie Nationale Changements Climatiques (SNCC) ainsi qu'un Plan d'Action National Climat (PANC) visant à concrétiser les axes stratégiques de la stratégie. La politique et la stratégie nationale en matière de changements climatiques constituent le principal cadre de référence du projet.

En janvier 2012, le gouvernement malien a, en outre, créé un Fonds Climat Mali dans le but de mobiliser des ressources financières nationales et internationales, publiques et privées, et/ou de les rendre accessibles pour financer des mesures prioritaires destinées à accroître la résilience du Mali face aux effets des changements climatiques. Ainsi, le Fonds Climat est étroitement lié à la vision stratégique du Mali en faveur d'une Économie Verte et Résiliente au Climat (EVRC) et occupe un rang de priorité élevé dans le secteur environnemental en tant que futur instrument de financement d'activités en matière de climat. D'autres documents de référence importants sont le Document cadre de Politique nationale de Décentralisation 2005-2014 et le Programme national d'Appui aux Collectivités locales 2010-2014. Les deux se réfèrent au Cadre Stratégique de la Croissance et de la Réduction de la Pauvreté (CSCR, 2012-2017) qui insiste sur l'importance que revêt la décentralisation pour l'amélioration des conditions de vie de la population majoritairement pauvre du Mali et désigne les changements climatiques comme une des principales menaces pesant sur l'accélération de la croissance.

2 Justification du projet

Le projet proposé ici contribue significativement à la mise en œuvre des mesures prévues par le Mali pour l'adaptation aux changements climatiques. Le projet aide notamment le Mali à opérationnaliser l'intégration de l'adaptation dans les processus de planification et à assurer la mise en œuvre des mesures d'adaptation au niveau local. Ainsi, le projet cadre parfaitement avec les priorités de la politique environnementale malienne avec le développement d'approches d'intégration de l'adaptation.

En outre, en accumulant de telles expériences concrètes de mise en œuvre, le Mali se voit conforté dans son rôle de précurseur dans les négociations climatiques des Nations Unies où il a souvent exercé dans le passé une action progressiste et modératrice, tant en matière d'atténuation que d'adaptation.

3 Objectifs et groupes cibles du Projet

Objectif global du projet (résultat) :

Le thème de « l'adaptation aux changements climatiques » est intégré aux processus de planification du développement au Mali et des mesures concrètes sont définies et mises en œuvre, ce qui entraîne une réduction significative de la vulnérabilité de la population malienne aux risques climatiques.

Objectifs spécifiques du projet (extrants) :

- 1 Les décideurs aux niveaux décentralisé, déconcentré et national connaissent et utilisent les méthodes et les expériences acquises pour définir, intégrer et mettre en œuvre des mesures favorisant l'adaptation aux changements climatiques.

- 2 Des méthodes et des instruments innovants et tenant compte des aspects de genre sont mis au point et testés (dans les régions, cercles et communes) afin d'intégrer l'adaptation dans la planification décentralisée du développement.
- 3 Des mesures d'adaptation aux changements climatiques sont intégrées à la planification décentralisée du développement (Plan de Développement Economique, Social et Culturel, PDESC) et sont mises en œuvre de manière exemplaire.
- 4 Les expériences et les résultats du projet sont valorisés et sont présentés et diffusés aux niveaux national, régional et international.

Groupe(s) cible(s)

Le groupe cible est constitué par les décideurs et les spécialistes des ministères œuvrant dans les secteurs concernés, les autorités subordonnées et les services techniques déconcentrés ainsi que les conseils et administrations des régions, cercles et communes.

Les bénéficiaires sont les populations des communes urbaines et rurales qui profitent d'une amélioration des services fournis par les structures étatiques en matière de planification du développement sensible au climat et dans la mise en œuvre de mesures permettant de réduire leur vulnérabilité aux effets des changements climatiques.

4 Zones d'intervention du projet

Les trois régions Kayes, Koulikoro et Ségou ont été identifiées comme les principaux domaines d'intervention pour le projet.

Communes et cercles d'intervention pour la révision / élaboration du PDSEC sensible au climat et/ou la mise en œuvre des mesures d'adaptation du projet PICP

Régions	Collectivités territoriales	Total
Kayes	cercle de Kayes	3 cercles
	communes: Koussané, Guidimakan Kéri Kaffo, Bangassi	7 communes
	cercle de Diéma	
	communes : Guédébiné, Foussoudébé	
Koulikoro	cercle de Nioro,	
	communes: Troungoumbé, Diabigué	
	cercle de Kolokani,	2 cercles
	communes: Kolokani, Sébécoro 1, Sagala, Djidjéni	7 communes
Segou	cercle de Koulikoro,	
	comunes: Nyamina, Tougouni, Sirakorola	
	cercle de Ségou,	2 cercles
	communes : Bellen, Dougabougou, Baguindabougou, N'koumandougou	6 communes
	cercle de Niono,	
	comunes: Kala siguida, Siribala	
Total		7 cercles & 20 communes

5 Organes de mise en œuvre du projet

Agence d'exécution au compte du BMUB : La GIZ

Pilotage du projet

Un comité de pilotage placé sous la direction du MEADD est chargé de l'orientation et du pilotage stratégiques du projet et se réunit au moins une fois par an et en session extraordinaire en cas de besoin. En sont membres les représentants de l'AEDD, de l'équipe GIZ du projet et d'autres partenaires stratégiques et de mise en œuvre potentiels. Il décide des plans d'action, surveille le suivi du projet et la réalisation des extrants (« *outputs* »). De plus, il assure les synergies et la complémentarité avec d'autres programmes et projets nationaux financés par des donateurs bilatéraux et multilatéraux et veille à la cohérence avec les dernières évolutions nationales et internationales touchant aux changements climatiques.

Agence d'exécution au compte du BMUB

La Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Agence Allemagne, GIZ) est l'organisation de mise en œuvre du projet pour le compte du Ministère fédéral allemand de l'Environnement, de la Protection de la Nature, de la Construction et de la Sûreté nucléaire (BMUB).

Partenaire principal de mise en œuvre du projet

L'AEDD est le principal partenaire de mise en œuvre du projet pour le compte du MEADD. En collaboration avec le responsable du contrat et de la collaboration (RCC) de la GIZ, les fonctions essentielles de l'AEDD pour le projet proposé sont les suivantes :

- élaboration d'un plan d'opération (pour la durée restante du projet et pour chaque année) y inclus la planification conjointe (GIZ et AEDD) de l'attribution des subventions locales destinées aux partenaires ;
- coordination de la mise en œuvre du projet ;
- coordination, suivi et évaluation des contributions d'autres partenaires stratégiques et de mise en œuvre ;
- participation aux réunions de suivi de la mise en œuvre du plan d'opération (p.ex. trois fois par an) et aux réunions du comité de pilotage.

Les autres **partenaires stratégiques et de mise en œuvre** sont, entre autres, les suivants :

- Direction Nationale de la Planification du Développement (DNPDP) ;
- Direction Générale des Collectivités Territoriales (DGCT) ;
- Centre de Formation des Collectivités Territoriales (CFCT) ;
- Direction Nationale des Eaux et Forêts (DNEF) ;
- Agence Nationale de la Météorologie (Mali Météo) ;
- Direction Nationale de la Promotion de l'Enfant et de la Famille (DNPEF).

D'autres partenaires de mise en œuvre aux niveaux régional et local sont les collectivités territoriales, les communautés rurales, le secteur privé, les organisations de la société civile ainsi que les services déconcentrés de la DNEF et de l'ABFN.

6 Financement

Bailleurs	Montants	
	Euro	FCFA

Etat du Mali (en nature)	300 000	196 787 100
BMUB	3 000 000	1 967 871 000
Total	3 300 000	2 164 658 100

7 Durée du projet

Le projet a été autorisé de 11/2011 jusqu'en 09/2018.

8 Programme de travail du projet PICP

Le projet comprend **quatre champs d'action (composantes)** devant permettre de réaliser les objectifs spécifiques du projet. Ces champs d'action sont réalisés par l'AEDD en collaboration avec l'équipe GIZ du projet, les partenaires cités plus haut, la société civile (au travers des ONG, de groupes d'utilisateurs et de groupements communautaires) et le secteur privé (surtout par le biais de bureaux d'études et de conseil) sont des partenaires importants pour la mise en œuvre des activités du projet et contribuent à la diffusion de ses résultats.

Les activités des quatre champs d'action intègrent les résultats de l'ancien projet BMUB/IKI, intitulé « Renforcement de la politique nationale sur les changements climatiques et des stratégies d'adaptation aux changements climatiques » et mettent en valeur les expériences acquises dans le cadre de l'action pilote financée par le BMZ intitulée « Intégration du climat dans la planification communale au Mali ». En outre, pour maximiser les synergies et promouvoir la complémentarité, toutes les activités seront mises en œuvre en étroite concertation et coordination et avec une équipe commune avec le projet le BMUB intitulée « Programme d'appui à la mise en œuvre de la stratégie nationale pour l'adaptation aux changements climatiques au Mali ».

1. Renforcement des compétences des décideurs dans le domaine des changements climatiques et de l'adaptation

1.1 Organisation de réunions d'information et de formations continues dans le domaine des changements climatiques et des méthodes permettant de définir et de mettre en œuvre des mesures d'adaptation.

1.2 Élaboration de modules de formation destinés aux fonctionnaires et élus des collectivités territoriales sur l'utilisation des méthodes de planification nouvellement introduites et tenant compte du climat en collaboration avec le Centre de Formation des Collectivités Territoriales (CFCT).

1.3 Promotion des échanges d'expériences et mise en place d'un pool d'experts.

2. Élaboration d'instruments innovants et sensibles au genre pour l'intégration de l'adaptation dans la planification du développement

2.1. Élaboration d'une analyse détaillée et sensible au genre de la vulnérabilité des communes sur la base des documentations existantes.

2.2. Appui à la mise en place d'une base de données réunissant i) des informations sur les connaissances locales et les résultats d'études scientifiques relatives à l'évolution climatique des zones agro-écologiques concernées, ii) des données sur les effets biophysiques et socioéconomiques des changements climatiques et iii) un catalogue de mesures d'adaptation appropriées, tenant compte des résultats du *Climate Proofing*.

2.3. Perfectionnement de concepts, méthodes et instruments pratiques sensibles au genre et conçus pour intégrer les mesures d'adaptation dans la planification décentralisée du développement (régions, cercles, communes).

- 2.4. Appui à des manifestations d'information et de dialogue avec le Ministère de l'Économie et des Finances en vue de faciliter l'intégration d'aspects de l'adaptation aux changements climatiques dans la législation nationale, d'assurer un cadre cohérent à la politique de planification sectorielle et aux directives de promotion pour la mise en œuvre des mesures d'adaptation identifiées.
- 2.5. Appui à l'élaboration de directives facilitant l'institutionnalisation et la diffusion de la méthodologie et des instruments mis au point au niveau national.
- 3. Intégration de l'adaptation aux changements climatiques dans la planification décentralisée du développement en conjonction avec la mise en œuvre de mesures d'adaptation**
- 3.1 Sélection des collectivités territoriales bénéficiaires en fonction de critères à mettre au point avec les parties prenantes concernées.
- 3.2 Appui aux collectivités territoriales sélectionnées en vue de l'intégration des risques climatiques et des mesures d'adaptation lors du remaniement du plan quinquennal de développement (PDESC).
- 3.3 Appui aux collectivités territoriales lors de la réalisation de mesures d'adaptation prioritaires et innovantes
- 3.4 Élaboration d'une stratégie en vue de transposer les expériences et résultats à plus grande échelle, en procédant à l'évaluation des possibilités de financement nationales et internationales et à l'établissement d'un concept de financement.
- 4. Capitalisation et diffusion des expériences (au niveau national, sous-régional et international)**
- 4.1 Élaboration d'une approche d'analyse et de rapportage sur les expériences faites au niveau communal.
- 4.2 Information et sensibilisation du grand public sur les réussites du projet par la voie de différents médias et des canaux de communication traditionnels.
- 4.3 Présentation et diffusion des résultats du projet dans des forums et conférences se tenant aux niveaux sous-régional, national, régional et international.
- 4.4 Coopération avec d'autres donateurs et ONG dans le cadre de réseaux et forums existants, dans le but de mobiliser des investissements pour la réalisation de mesures d'adaptation.

9 Bilan de l'exécution du projet PICP

ACTIVITES PREVUS	RESULTATS ATTENDUS	RESULTATS OBTENUS	NIVEAU DE REALISATION (en%)
Résultat 1 : Renforcement des compétences des décideurs dans le domaine des changements climatiques et de l'adaptation			
<p>Act. 1.1 : Organiser les ateliers d'information, de sensibilisations et de formations du grand public sur les concepts, les enjeux et l'intégration des changements climatiques dans la planification du développement</p>	<p>Des ateliers d'information, de sensibilisation et de formation sur les CC sont organisés.</p> <p>Un concept de conception des modules de formation intégrant les CC est élaboré.</p>	<p>- 27 ateliers d'information, de sensibilisation et de formation sur les CC ont été organisés aux niveaux régional, local et communal touchant 1029 personnes (personnel des services techniques de l'Etat, des élus, des fonctionnaires des CT, de la société civile – ONGs, associations de femmes)</p> <p>- A Bamako, un atelier national d'information et de sensibilisation des hauts cadres des départements ministériels (Conseillers techniques) et des journalistes - soit 43 personnes au total – et un atelier d'information et de sensibilisation des femmes sur les enjeux liés aux CC et leur prise en compte dans la planification du développement ont été organisés en collaboration avec le MEADD. Ce deuxième a regroupé 112 personnes.</p> <p>- L'Etablissement d'un partenariat à travers la subvention locale de la GIZ avec le Centre de Formation et des Collectivités Territoriales (CFCT) pour la conception d'un concept d'élaboration de modules de formation et l'élaboration des modules de formation, le tout intégrant les changements climatiques (CC)</p>	<p>95%</p>

ACTIVITES PREVUS	RESULTATS ATTENDUS	RESULTATS OBTENUS	NIVEAU DE REALISATION (en%)
Act. 1.2 : Élaborer des modules de formation destinés aux fonctionnaires et élus des collectivités territoriales intégrant les CC	7 modules de formation intégrant les CC sont élaborés Les modules de formation intégrant les CC sont utilisés par le CFCT dans son programme de formation	Elaboration de la version préliminaire d'un concept et de 7 modules de formation par le CFCT en collaboration avec l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) et avec l'appui des experts consultants d'un bureau d'études.	70%
Act. 1.3 : Promotion des échanges d'expériences et mise en place d'un pool d'experts en vue de perfectionner et focaliser l'expertise et les capacités de professionnels spécialisés et de décideurs aux niveaux décentralisé et national dans le domaine de l'adaptation aux changements climatiques.	Un pool d'experts et mise en place	Le pool d'experts existe depuis fin 2016 et est mis à jour régulièrement.	90%
Résultat 2 : Élaboration d'instruments innovants et sensibles au genre pour l'intégration de l'adaptation dans la planification du développement			
Act. 2.1 : Élaboration d'une analyse détaillée et sensible au genre de la vulnérabilité des communes sur la base des documentations existantes	Résultats d'une analyse approfondie de la vulnérabilité au niveau régional et local, avec identification des zones d'intervention du projet particulièrement vulnérables	En synergie avec le programme ASnaCC une analyse de vulnérabilité approfondie a été finalisée en juillet 2017	100%

ACTIVITES PREVUS	RESULTATS ATTENDUS	RESULTATS OBTENUS	NIVEAU DE REALISATION (en%)
<p>Act. 2.2 : Mettre en place une base de données climatiques et de mesures d'adaptation au niveau des collectivités territoriales</p>	<p>Une base de données climatiques est créée au niveau décentralisé</p>	<p>Un partenariat en cours d'établissement avec l'agence Malimétéo pour la création et le renforcement des capacités de 6 Groupes Locaux d'Assistance Météorologique (GLAM) dans les cercles de Kayes, Nioro, Diéma, Kolokani, Koulikoro et Niono</p>	<p>30%</p>
<p>Act. 2.3 : Appuyer l'élaboration de concepts, méthodes et instruments pratiques sensibles au genre pour l'intégration des CC dans la planification des CT</p> <p style="text-align: center;"><i>et</i></p> <p>Act. 2.5 : Appuyer l'élaboration de directives facilitant l'institutionnalisation et la diffusion de la méthodologie et des instruments mis au point au niveau national</p>	<p>Le guide méthodologique d'élaboration des PDESC est révisé et intègre les CC et le genre</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Le partenariat avec la DGCT, le Programme Mali Sub-National Governance Program (SNGP) de l'USAID et le Projet d'Appui aux Investissements des Collectivités Territoriales (PAICT) de la Coopération Technique Belge est établi - Le comité de suivi du processus de révision du guide méthodologique d'élaboration des PDESC est créé. - Un bureau d'études est recruté pour la révision du guide des PDESC afin d'y intégrer les CC et le genre ainsi que pour l'élaboration de 3 instruments spécifiques et pratiques d'intégration des CC et du genre est recruté. 	<p>25%</p>
<p>Act. 2.4 : Appui à des manifestations d'information et de dialogue avec le Ministère de l'Économie et des Finances en vue de faciliter l'intégration d'aspects de l'adaptation aux changements climatiques dans la législation nationale, d'assurer un cadre cohérent à la politique de planification sectorielle et aux directives de promotion pour la mise</p>	<p>Des dialogues sont tenus régulièrement avec le Ministère de l'Économie et des Finances</p>	<p>Les activités d'information et de dialogue avec le Ministère de l'Économie et des Finances et autres ministères sont en cours dans le cadre de la sensibilisation des autorités Maliennes et de la mise en œuvre des CDN</p> <p>Une proposition pour le plan d'investissement des CDN a été élaborée</p>	<p>100%</p>

ACTIVITES PREVUS	RESULTATS ATTENDUS	RESULTATS OBTENUS	NIVEAU DE REALISATION (en%)
en œuvre des mesures d'adaptation identifiées			
Résultat 3 : Intégration de l'adaptation aux changements climatiques dans la planification décentralisée du développement en conjonction avec la mise en œuvre de mesures d'adaptation			
Act. 3.1 : Sélection des collectivités territoriales bénéficiaires en fonction de critères à mettre au point avec les parties prenantes concernées.	Les zones d'intervention ont été sélectionnées sur la base de l'étude de vulnérabilités et des critères bien définis.	20 communes du projet PICP et 7 cercles ont été sélectionnées.	100%
Act. 3.2 : Appui aux collectivités territoriales sélectionnées en vue de l'intégration des risques climatiques et des mesures d'adaptation lors du remaniement du plan quinquennal de développement (PDESC).	Les mesures d'adaptation aux CC ont été intégrées dans 27 PDESC.	20 communes et 7 cercles ont intégrées des mesures d'adaptation aux CC suite à la révision / élaboration de leur PDESC.	100%
Act. 3.3 : Appui aux collectivités territoriales lors de la réalisation de mesures d'adaptation prioritaires et innovantes par la prestation de conseils techniques et la fourniture de subventions locales.	Au moins 2 mesures d'adaptation par commune sont en cours de mise en œuvre	Dans toutes les 20 communes, 2 mesures d'adaptation aux CC sont en cours de réalisation	70%
Act. 3.4 : Développement d'une stratégie d'institutionnalisation (up-scaling) des expériences et des résultats	Les possibilités de financement sont analysées et une proposition prioritaire de financement est faite	Reportée en 2018	0%
Résultat 4 : Capitalisation et diffusion des expériences (au niveau national, sous-régional et international)			

ACTIVITES PREVUS	RESULTATS ATTENDUS	RESULTATS OBTENUS	NIVEAU DE REALISATION (en%)
Act. 4.1 : Élaboration d'une approche d'analyse et de rapportage sur les expériences faites au niveau communal.	L'analyse et la capitalisation des expériences dans les communes sont recueillies régulièrement et analysées	la collecte et le traitement des informations et de données ainsi que le rapportage est en cours jusqu'à la fin du projet	20%
Act. 4.2 : Information et sensibilisation du grand public sur les réussites du projet par la voie de différents médias et des canaux de communication traditionnels	Une page web est disponible au public et des ateliers de sensibilisation et de formation sont régulièrement organisés	- La page web est prête à être mise en ligne avec les outils de gestions et de logistique nécessaires (contenu, formation des cadres, ordinateur)	30%
Act. 4.3 : Présentation et diffusion des résultats du projet dans des forums et conférences se tenant aux niveaux sous-régional, national, régional et international	Les résultats du projet sont présentés et diffusés dans des forums et conférences se tenant aux niveaux sous-régional, national, régional et international	Les résultats sont présentés et diffusés dans le cadre des ateliers de sensibilisation, dans une side event au COP 23 et dans l'international « Planetary Security Conference » en décembre aux Pays Bas	70%
Act. 4.4 : Coopération avec d'autres donateurs et ONG dans le cadre de réseaux et forums existants, œuvrant sur les changements climatiques et le développement communal, dans le but de mobiliser des investissements pour la réalisation de mesures d'adaptation.	Le projet coopère et présente ces résultats aux autres donateurs et ONG dans le cadre de réseaux et forums existants	En cours notamment avec les ONG qui appuient la mise en œuvre des mesures d'adaptation aux communautés et pendant les réunions du Groupe Technique d'environnement / changements climatique des PTF	80%

10 Bilan financier

Sur le budget mis à disposition par le BMUB, à la date du 13 décembre 2017, 73% des fonds ont été dépensés. Ceci correspond à un montant de 1 531 000 000 FCFA (2.335.000 €).

11 Contraintes/Difficultés

- Fluctuation du personnel de l'équipe GIZ
- Disponibilité des ressources humaines des structures partenaires
- Contexte d'insécurité grandissante dans certaines zones intervention

12 Perspectives 2018

Activité 1.1 : Les activités d'information, de sensibilisations et de formations continueront dans le cadre des activités sur le terrain, notamment la mise en œuvre des mesures d'adaptation.

Activité 1.2 : Les modules de formation seront finalisés et intégrés dans le programme de la formation continue au CFCT et à l'ENA

Activité 1.3 : Suite à la mise en ligne du site web de l'AEDD, le pool de formateurs en CC sera remis à l'AEDD afin de concevoir une base de données de contacts interactifs à ajouter au site web

Activité 2.1 : une analyse de vulnérabilité visant le taux d'application des mesures d'adaptation introduites par le projet sera réalisée à la fin du projet.

Activité 2.2 : création et le renforcement des capacités de 6 Groupes Locaux d'Assistance Météorologique (GLAM) dans les cercles de Kayes, Nioro, Diéma, Kolokani, Koulikoro et Niono

Activité 2.3 ET 2.5: finalisation de la révision du guide d'élaboration des PDESC et des outils pratiques d'intégration des CC

Activité 2.4 : Finalisation et validation du plan d'investissement de la CDN et organisation d'une table ronde des bailleurs

Activité 3.3 : suite et suivi de la mise en œuvre des mesures d'adaptation sur le terrain

Activité 3.4 : évaluation des possibilités de financement disponibles au niveau national et international ainsi que leurs conditionnalités. Analyser les capacités locales de financement des mesures (par ressources propres, diaspora, etc) et organisation des ateliers d'information / sensibilisation au niveau des cercles pour diffuser les bonnes pratiques dans les mesures d'adaptation et le financement

Activité 4.1 : conception d'une approche de collecte d'informations sur les expériences faites sur le terrain et de leur capitalisation

Activité 4.2 : Mise en ligne du site web de l'AEDD et organisation des ateliers pour partage des expériences issues de la mise en œuvre du projet.

Activité 4.3 : présentation des résultats et acquis du projet lors des conférences régionales, nationales et internationales

Activité 4.4 : Suite de la collaboration avec d'autres projets, bailleurs et ONGs. La collaboration avec les ONGs focalise notamment sur le mise en œuvre des mesures d'adaptation sur le terrain.

IV. PROGRAMME DE TRAVAIL DES 3 PROJETS POUR 2018

LEGENDE:		cadres AEDD / MEADD							
I.....VII	Correspondent aux thèmes stratégiques identifiés avec M. Karl Schleich	MS - Modibo Sacko, Chargé de mission MEADD / PFN CC							
P	Correspond aux activités PICP	LC - Lassina Coulibaly, C/Section Mobilisation et Suivi des mécanismes financiers							
AG	Correspond aux activités ASNaCC-GIZ	AD - Abdramane Deme, C/Dep Etudes et Planification							
AP	Correspond aux activités ASNaCC-PNUD								
1.1	Correspondent aux numéros de composante et d'activité de chacun des deux projets								
a et b	signifient que l'activité concernée a été partagée entre deux stratégies								
#	Axes thématiques / Activités	Étapes / indicateurs d'activités	liens avec autres activités	planification 2018				Budget 2018	Responsable
				T1	T2	T3	T4		
0	Phase de démarrage								
A	Planification opérationnel en coordination avec PNUD (discussion de PO complet et PO 2016 en détaille)								
B	Recrutement de personnel national								
C	Atelier de lancement de programme ASNaCC organise à Bamako avec PNUD								
D	Organisation du comité de pilotage du programme (TdR élaboré, membres identifiés, structure fonctionnelle)								
E	Ateliers dans les régions organise (4 ateliers – un dans chaque région pour présenter le programme ASNaCC)								
F	Adoption de plan opérationnel (PO) pour le programme complet ASNaCC et une PO détaille pour 2016 par le comité de pilotage								

G	Les situations de référence (analyse de vulnérabilité (voir act. 2.1) statu quo mainstreaming/prooing, ...) initié (TdR développe ensemble avec PNUD) base aux réunions internes GIZ/UNDP								
H	commune GIZ/UNDP ateliers régionaux pour présenter les situations de références (resultats d'analyse de vulnérabilité et autres analyses)								
GIZ									
I: Mise en place de conditions cadres pour l'intégration des changements climatiques dans la planification du développement (national, sectoriel, local et secteur privé)									
I.AG.1. 1.	Aider les décideurs et les responsables de la planification concernés à adapter ou à élaborer les outils de Climate Proofing permettant d'intégrer l'adaptation aux CC et l'atténuation de ces derniers dans les secteurs clés de la SNCC et dans les politiques et programmes associés	1) Les outils de Climate Proofing destinés à intégrer l'adaptation aux CC et l'atténuation de ces derniers dans les principales politiques sectorielles sont en place. 2) Les décisions concernant les directives de formalisation de l'intégration de l'adaptation aux CC et de l'atténuation de ce dernier dans la planification sectorielle ont été prises au niveau national				A1 A2	47 228 904	MEADD-MS GIZ - MD	
I.AG.1. 2	Aider les décideurs et les responsables de la planification concernés à intégrer la dimension CC dans les outils tels que l'étude d'impact environnemental et social (EIES) et l'évaluation environnementale stratégique (EES).	5) Le décret n° 08-346/P-RM relatif aux EIES, modifié par le décret n° 09-318 de juin 2009, est révisé de manière à tenir compte de la dimension des changements climatiques. 6) Le texte sur les EES est adopté.				A5 A6	32 797 850	MEADD - MS GIZ - MD	
I.AG.1. 4	Renforcer des capacités des comités de coordination et d'information (comités régionaux, locaux et communaux d'orientation, de coordination et de suivi des actions de développement, CROCSAD/CLOCSAD/CCOCSAD) dans la prise en compte de l'adaptation aux CC dans la planification de développement.	9) Le CNCC (y inclus membres du CROCSAD) se réunit régulièrement (4 réunions avant 10/2019). 9a) 3 formations de sensibilisation au CC et s'adressant aux membres concernés des CROCSAD/CLOCSAD/CCOCSAD ont eu lieu.	voir activités dans le cadre de la mise en œuvre de la CDN pour les réunions du CNCC			A. 9a	A. 9a	0	AEDD - AD GIZ - AND

I.AG.1.9	Soutenir la mise en place de conditions favorables à l'émergence d'un secteur privé utilisant des technologies à faibles émissions de carbone et à la promotion d'une économie résiliente aux CC	16) Les multiplicateurs sont sélectionnés et formés . 17) L'analyse de vulnérabilité de 2 entreprises (agroindustrie et énergie renouvelable) est réalisée			A1 7				70 000 000	AEDD - LC GIZ - MK
I.P.2.3	Améliorer les concepts sensibles au genre, les méthodes et les instruments pratiques	10) des méthodologies et instruments pratiques, testés et consolidés, d'intégration des mesures d'adaptation dans la planification décentralisée du développement sont disponibles			P 1 0					AEDD - AD GIZ - MD
I.P.2.5	Appuyer l'élaboration des orientations sur l'intégration de l'adaptation dans la planification au niveau national	12) une proposition de directives de formalisation d'intégration de l'adaptation aux changements climatiques dans la planification décentralisée de développement est disponible au niveau national	voir activité 2.3		P 1 2				25 666 000	AEDD - AD GIZ - MD
II: Appui institutionnel au gouvernement du Mali dans l'opérationnalisation de la CDN										Partenaires de mise en œuvre
II.P.1.1	Organiser des séances d'information et des formations pour un grand groupe d'acteurs	1) un concept de formation adapté au contexte malien est disponible 2) et a été testé avec les acteurs	voir 1.4 ASNaCC		P 1	P6			42 833 992	AEDD - LC GIZ - MD
II.P.1.2	Développer des modules de formation pour les fonctionnaires et les élus locaux sur des méthodes de planification sensible au climat	3) un module de formation du CFCT pour les fonctionnaires et les élus locaux est disponible 4) Le CFCT offre des formations suivant le rythme régulier de formation du centre.			P 3		P4		29 680 000	AEDD - LC GIZ - MD
II.P.1.3	Etablir et entretenir un pool de formateurs	5) un pool d'experts sur l'adaptation aux CC est documenté 6) et mis à jour régulièrement			P 6	P6			0	AEDD - LC GIZ - SoS

II.AG.1.3	Aider l'AEDD à amorcer un processus de planification d'adaptation nationale (PNA) et à mettre en application les Directives techniques pour le processus de planification d'adaptation nationale élaborées par le Groupe d'experts des pays les moins avancés (LEG) dans le cadre de la CCNUCC (y compris inventaire, stratégies d'intégration de l'adaptation dans les processus de planification sectorielle et de programmation budgétaire, et coordination intersectorielle).	7) Un atelier (avec l'AEDD, le MEADD et d'autres institutions gouvernementales concernés) d'évaluation des besoins et capacités concernant le processus global du PNA a été mené 8) Une feuille de route du PNA a été élaboré		A7				4 170 899	MEADD - MS AEDD - LC GIZ - SoS
II.AG.1.7	Analyser et prioriser les besoins d'investissement relativement à l'adaptation dans les divers secteurs prioritaires et les régions les plus vulnérables.	13) Cadre d'investissements prioritaires dans le domaine du changement climatique tenant compte des possibilités de financement national et international et de leur évolution	voir activités dans le cadre de la mise en œuvre de la CDN pour le plan d'investissement de sa mise en œuvre	A13				3 000 000	AEDD - LC GIZ - BM
II.P.2.4	Organiser des rencontres informatives et d'échange avec le ministère d'économie et des finances	11) des dialogues avec le Ministère des Finances et de l'Economie sont tenus régulièrement	voir ASNaCC-GIZASNaCC-GIZASNaCC-GIZ 1.7 (besoins d'investissement) & 1.8 (Dev Cap Mali Climat Fond) MEF participe aux réunions du comité de suivi de la mise en œuvre de la CDN					9 000 000	AEDD - LC GIZ - HB
II.AG.1.8	Renforcer les capacités des décideurs du ministère de l'économie et des finances et de l'AEDD à identifier et structurer les fenêtres de financement du Fonds Climat Mali conformément aux priorités nationales et aux politiques/stratégies sectorielles, et élaborer des plans d'investissement pour les fenêtres de financement ;	14) Fenêtres de financement pour le Fonds Climat Mali identifiés 15) Des plans d'investissement pour le Fonds Climat Mali sont élaborés	cette activité sera étroitement coordonnée avec les activités se rapportant à l'extrait 2 du PNUD	A14 A15				31 000 000	AEDD - LC GIZ - BM
III: Accès aux informations climatiques									

III.AP.1 .1	Mettre en place un réseau météorologique opérationnel efficace dans les 4 régions cibles qui fournit une moyenne climatologique pertinente (ou normale) comme base pour l'élaboration des prévisions climatiques.	1) Evaluation du réseau climatique par Mali Météo dans les régions ciblées 2) Acquisition et installation des instruments d'observation climatiques complémentaires 3) Développement de base de données						141 179 750	PNUD AEDD - AD
III.AP.1 .2	Actualiser le suivi des informations et les outils d'évaluation	4) Acquisition de modèles de simulation 5) Technologie d'équipements sur les informations de base de données 6) Elaboration de base de données sur les risques et la vulnérabilité (données climatiques, SIG, socio économiques, physiologiques)						11 655 538	PNUD AEDD - AD
III.AP.1 .3	Accéder aux informations climatiques	7) Acquisition des données satellitaires 8) Appui à la dissémination des infos sur le climat						1 641 625	PNUD AEDD - AD
III.AP.1 .4	Mettre en place un Pôle Scientifique et Technique	9) Un atelier pour mettre en place ce pôle technique et scientifique							PNUD AEDD - AD
III.AP.1 .5	Entreprendre/actualiser les évaluations de vulnérabilité et de capacités	10) Evaluation de vulnérabilité des régions et des secteurs cibles 11) Elaboration d'un matériel de communication sur la vulnérabilité du climat au Mali						25 937 675	PNUD AEDD - AD
III.AP.1 .6	Echanger des informations climatiques avec d'autres institutions nationales/ régionales produisant des données et informations climatiques en Afrique de l'Ouest/Afrique Sub-saharienne	12) Présentation des résultats (intermédiaires et finaux) dans les forums régionaux et internationaux						6 001 781	PNUD AEDD - AD
IV: Intégration des changements climatiques dans la planification du développement national, sectoriel et local									

IV.AG.1 .1.b	Aider les décideurs et les responsables de la planification concernés à appliquer des outils de Climate Proofing permettant d'intégrer l'adaptation aux CC et l'atténuation de ces derniers dans les secteurs clés de la SNCC et dans les politiques et programmes associés	3) Intégration des mesures d'adaptation et d'atténuation dans la planification opérationnelle des politiques sectorielles (une politique sectorielle). 4) deux autres.					A.3		29 649 256	GIZ - MD MEADD - MS
IV.AG.2 .1; IV.P.2.1 et IV.P.3.1	Sur la base d'analyses de vulnérabilité existantes et/ou additionnelles, identifier les zones d'intervention du projet et les autorités régionales et locales respectivement concernées ainsi que des communautés spécifiques dans les régions des projets Kayes, Koulikoro et Ségou	P.7) la méthode de l'analyse de vulnérabilité est disponible et a été testé (Guide de référence sur la vulnérabilité) P.8) les résultats de l'analyse de vulnérabilité sont disponibles P.13) 20 communes cibles ont été choisi A.19) Résultats d'une analyse approfondie de la vulnérabilité au niveau régional et local, avec identification des zones d'intervention du projet particulièrement vulnérables	Pour ASNaCC: à mener avec l'équipe PNUD, financement GIZ Pour PICP: voir ASNaCC phase de démarrage G (état de lieux)						25 000 000	AEDD - AD GIZ - AND GIZ - MK
IV.AG.1 .5 et IV.P.3.2	Appuyer l'intégration d'adaptation aux CC dans 40 différents plans de développement économique, social et culturel (PDESC)	P. 14) Les 20 collectivités territoriales bénéficiaires disposent des programmes de développement (PDESC) intégrant les mesures d'adaptation au changement climatique A.10) 10 PDESC intègrent l'adaptation au changement climatique. A. 11) 16 PDESC intègrent l'adaptation au changement climatique.					A1 0 A1 1		50 000 000	AEDD - AD GIZ - AND
IV.AG.1 .6	Soutenir les structures de planification au niveau national et régional en les aidants à intégrer l'adaptation aux CC dans les plans stratégiques de développement régional (PSDR) dans les quatre régions de Kayes, Koulikoro, Ségou et Sikasso.	12) Deux PSDR approuvés.	activité à mener avec l'équipe PNUD (information)				A1 2		62 000 000	AEDD - AD GIZ - AND
V: Facilitation de l'accès aux financements adaptés aux changements climatiques										
fenêtres de financement, voir activité 1.8 (thème stratégique I)										

V.AG.2. 5	Renforcer les capacités des entités nationales (p.ex. société civile, communautés, secteur privé) à formuler des projets devant être soumis pour financement au Fonds Climat Mali (et à des fonds internationaux de lutte contre les CC).	23) Cinq formations à l'intention des décideurs et des responsables de la planification concernés, au niveau local et régional, portant sur l'élaboration et la gestion de projets destinés à être soumis pour financement à des fonds nationaux (notamment le Fonds Climat Mali) et internationaux de lutte contre le changement climatique ont été réalisées	dépend de la disponibilité des outils du FCM	A2 3	A2 3		27 000 000	FCM - LC GIZ - MK
V.AP.2. 1	Elaborer des règles, procédures et instruments opérationnels pour l'évaluation du projet, la gestion du cycle du projet, et les normes fiduciaires correspondantes destinées à appuyer l'opérationnalisation du Fonds Climat Mali, avec la participation de divers acteurs gouvernementaux, multilatéraux, bilatéraux, du secteur privé et de la société civile.	13) Recruter deux consultants pour élaborer ces outils						PNUD FCM - LC
V.AP.2. 2	Développer des systèmes de gestion de qualité pour la sélection et la planification des projets climatiques et les procédures d'exploitation standard. Une approche de suivi, de rapport et de vérification (MRV) sera également mise en place pour s'assurer que les résultats sont en cours de livraison et recueillir les renseignements tirés de la mise en oeuvre pour affiner de manière itérative et améliorer les opérations de Fonds Climat Mali	14) Recrutement d'un consultant international pour élaborer ce système					12 312 188	PNUD FCM - LC
V.AP.2. 3	Elaborer et mettre en œuvre un plan de communication et de collecte de fonds pour assurer l'adhésion des partenaires et bénéficiaires au Fonds Climat Mali.	15) Recrutement d'un consultant international pour élaborer ce plan de communication					15 693 935	PNUD FCM - LC

V.AP.2. 4	Organiser des sessions de formations pour développer les capacités des futurs fiduciaires du Fonds Climat Mali (organisées par le Ministère des Finances) et le Secrétariat (AEDD) concernant la gouvernance du Fonds Climat Mali et les modalités de mise en oeuvre (par exemple, les rapports financiers et les services de trésorerie liés à l'activité du fonds fiduciaire, aux services de comptabilité, aux ressources affectées, à l'audit interne etc.). Les responsables potentiels chargés de la mise en oeuvre seront également formés sur les outils opérationnels	16) Tenir 03 sessions de formations						39 314 949	PNUD FCM - LC
VI: Mise en œuvre des mesures d'adaptation aux changements climatiques									
VI.AG.2 .2	Élaborer / Actualiser des solutions d'adaptation innovantes et sensibles au genre produisant des avantages connexes (séquestration du carbone, mesures pilotes REDD+, préservation de la diversité biologique/l'agro-biodiversité) et tenant compte des résultats des analyses de vulnérabilité locales/régionales, des bonnes pratiques régionales et des mesures d'adaptation traditionnelles existantes	20) Un répertoire d'approches d'adaptation innovantes et de bonnes pratiques produisant des avantages connexes, spécialement adapté aux particularités des zones d'intervention du projet, est élaboré conjointement avec le PNUD et sur la base des documents déjà existants						2 500 000	AEDD - AD GIZ - AND
VI.AG.2 .4	Renforcer les capacités des plateformes locales d'échange participatif des connaissances (par ex. groupes d'utilisateurs, champs-écoles paysans) et des services de vulgarisation agricole pour la sensibilisation au changement climatique et la diffusion de bonnes pratiques et de solutions d'adaptation sensibles au genre.	22) Cinq formations à la sensibilisation au changement climatique et à la diffusion de bonnes pratiques d'adaptation ont été réalisées à l'intention des plateformes locales d'échanges participatifs de connaissances et des services de vulgarisation agricole	Cette activité sera mise en œuvre en coordination avec les activités 3.6 et 3.7 du PNUD.					27 000 000	AEDD - AD GIZ - AND

VI.AG.2 .6 et VI.P.3.3	Soutenir la mise en œuvre d'actions d'adaptation prioritaires, innovatrices, intégrées et sensibles au genre dans les secteurs prioritaires de la SNCC dans les zones d'intervention du projet.	<p>P.15) Dans les 20 collectivités territoriales PICP, au moins deux mesures d'adaptation aux cc sont en cours de mise en oeuvre</p> <p>A.24) Une liste d'activités d'adaptation potentielles, intégrées et sensibles au genre, est disponible pour les secteurs prioritaires de la SNCC.</p> <p>A.25) Des actions d'adaptation intégrées et sensibles au genre dans les secteurs prioritaires de la SNCC sont mises en oeuvre dans au moins dix localités des zones d'intervention du projet.</p> <p>A.26) Six ateliers conjoints GIZ-PNUD d'échanges (sur les meilleures pratiques, les leçons apprises, etc.) sont réalisés au niveau régional et national avec des acteurs importants.</p>	<p>Pour PICP : voir ASNaCC 2.2, 2.4, 2.6 & 2.7 (GIZ)</p> <p>Pour ASNaCC : Les expériences recueillies lors de la mise en œuvre et les leçons apprises seront mises en commun avec le PNUD (voir activités 3.1-3.4) et avec les acteurs concernés dans le cadre de divers ateliers.</p>	<table border="1"> <tr> <td style="background-color: #c00000;"></td> <td style="background-color: #c00000;"></td> <td style="background-color: #c00000;"></td> <td style="background-color: #c00000;"></td> </tr> <tr> <td style="background-color: #c00000;"></td> <td style="background-color: #c00000; text-align: center;">P1 5</td> <td style="background-color: #c00000;"></td> <td style="background-color: #c00000;"></td> </tr> <tr> <td style="background-color: #c00000;"></td> <td style="background-color: #c00000;"></td> <td style="background-color: #c00000; text-align: center;">A2 5</td> <td style="background-color: #c00000;"></td> </tr> </table>						P1 5					A2 5		<p style="text-align: right;">480 000 000</p>	<p style="text-align: right;">AEDD - AD GIZ - MK & AND</p>
	P1 5																	
		A2 5																
VI.AP.3 .1	Elaborer des ensembles de technologie d'adaptation	<p>17) Identification des mesures d'adaptation</p>		<table border="1"> <tr> <td style="background-color: #0056b3;"></td> <td style="background-color: #0056b3;"></td> <td style="background-color: #0056b3;"></td> <td style="background-color: #0056b3;"></td> </tr> </table>					<p style="text-align: right;">30 708 125</p>	<p style="text-align: right;">PNUD AEDD - AD</p>								

VI.AP.3 .2	Mettre en œuvre des mesures d'adaptation innovantes sensible au genre	<p>18) Mise en œuvre des pratiques et des technologies agro-pastorales résilientes qui réduisent les risques liés au changement climatique dans les zones les plus vulnérables</p> <p>19) Promotion de l'irrigation efficace et les systèmes de collecte d'eau qui fournissent de l'eau pour les communautés et leurs activités économiques en période de pénurie d'eau.</p> <p>20) Restauration / préservation des systèmes écologiques (forêt, terres humides et aires protégées) à risque pour inverser la tendance de dégradation à cause des impacts du changement climatique</p> <p>21) Développement des activités résilientes génératrices de revenus et appui à l'accès au crédit pour les femmes et les jeunes de sorte à améliorer la résilience socio-économique</p>			1 116 280 896	PNUD AEDD - AD
VI.AP.3 .3	Former et fournir des outils pour les services de vulgarisation des Ministères concernés (Agriculture, Eaux, Forêt, Elevage etc.), les ONG et le secteur privé à soutenir la mise en œuvre des mesures d'adaptation afin de gérer les risques climatiques	<p>22) Formation des agents d'encadrement sur la gestion des risques climatiques</p> <p>23) Formation des agents sur les technologies d'adaptation</p> <p>24) Fournir au besoin des outils aux agents d'encadrement</p>			15 955 232	PNUD AEDD - AD
VII: Promotion du secteur privé dans l'utilisation des techniques et des technologies adaptées aux changements climatiques						
VII.AG. 2.7	Soutenir la mise en œuvre d'activités pilotes d'adaptation dans le secteur privé visant à promouvoir une économie résiliente aux CC et mettant tout particulièrement l'accent sur les mesures favorisant les avantages connexes de	<p>28) Deux activités pilotes d'adaptation sont menées en collaboration avec le secteur privé</p> <p>29) Les enseignements tirés de ces expériences sont documentés et les approches diffusées.</p>		A2 8	5 247 660	AEDD - LC GIZ - MK

l'atténuation								
VIII: Mise en échelle des bonnes pratiques et des leçons apprises des projets PICP et ASNaCC								
VIII.AG. 2.3	Élaborer (i) un plan de communication (sensibilisation, information, éducation) sur les CC et la mise en œuvre des projets, et (ii) un plan de participation des acteurs tenant compte des particularités climatiques, écologiques et socioéconomiques des zones d'intervention du projet.	21) Les éléments du plan de communication et du plan de participation des acteurs sont définis et programmés pour les zones d'intervention concernées	Coordination avec le PNUD et harmonisation avec son activité 3.7.	A2 1				10 000 000 AEDD - Dep Comm GIZ - BM
VIII.AG. 1.10	Capitaliser sur les résultats et expériences du Programme au niveau national et international, et les faire connaître, de manière à améliorer la cohérence des interventions au niveau national et la synergie entre les acteurs internationaux afin de trouver des solutions aux problèmes des CC	18) Présentation des résultats lors de forums régionaux et internationaux.					0	MEADD - MS GIZ - SoS
VIII.P.2. 2	Etablir une base de données "climat"	9) une banque de données sur le climat est élaborée	voir base de données climat PNUD output 1 ASNaCC			P9	30 000 000	AEDD - AD GIZ - MD
VIII.AG. 2.8 et VIII.P.3. 4	Développer et soutenir la capitalisation des expériences en matière d'adaptation en vue d'une application à plus grande échelle en organisant le retour d'information dans les groupes de travail intersectoriels, au niveau national et régional, et dans les systèmes d'information existants	A.30) Documentation des meilleures pratiques et des leçons apprises de l'expérience d'adaptation, en vue d'une extension à plus grande échelle au niveau national et international P.16) Les possibilités de financement ont été évalués P.17) une proposition prioritaire de financement est faite	Pour ASNaCC: voir ASNaCC 1.10, 2.8, 2.5 (Mali Climate Fond), 1.7, 1.8, 2.8 Pour PICP: faire la stratégie également pour ASNaCC		P1 6 P1 7	A3 0	0	AEDD - AD GIZ - MK
VIII.AG. 2.9	Organiser des ateliers conjoints GIZ-PNUD d'évaluation à mi-parcours et d'évaluation finale du programme avec les partenaires nationaux et d'autres acteurs concernés.	31) Ateliers conjoints GIZ-PNUD d'évaluation à mi-parcours et d'évaluation finale du programme	ateliers conjoints			A. 31	8 000 000	AEDD - AD GIZ - HB

VIII.P.4.1	Développer un mécanisme de rapportage et analyse des expériences au niveau communal	18) Un format de rapportage pour l'analyse et capitalisation des expériences dans les communes a été décidé 19) Les expériences dans les collectivités territoriales sont recueillies régulièrement et analysées	voir ASNaCC 1.10, 2.8 profiter des expériences ASNaCC également	P 1 8		P1 9		16 000 000	AEDD - AD GIZ - BM
VIII.P.4.2	Informé et sensibiliser le grand public	20) Une page web est disponible au public 21) Les ateliers sont régulièrement organisés	voir ASNaCC 2.3 base de données de l'activité 2.2					37 000 000	AEDD - Dep Comm GIZ - BM
VIII.P.4.3	Présenter et diffuser les résultats du projet dans des forums et lors des conférences	22) Les résultats ont été présentés dans une des COP de l'UNFCCC 23) Les résultats ont été présentés dans le groupe d'experts de l'UNFCCC des pays sous-développés 24) Les ateliers sont régulièrement organisés	voir ASNaCC 1.10	P 2 4		P2 3		1 967 871	MEADD - MS GIZ - SoS
VIII.P.4.4	coopérer avec d'autres bailleurs et ONG							0	GIZ - AND, aidé par SoS et HB AEDD - Dep DPAI
VI.AP.3.4	créer ou renforcer des plate-formes de partage de connaissances pour documenter et disséminer les expériences, les bonnes pratiques et les enseignements tirés au niveau national et international.	25) Réunions régionales sur la mise en place du plate forme de partage 26) Forum régional d'échanges d'expérience sur le projet						3 971 419	PNUD AEDD - AD
VI.AP.3.5	Ateliers d'évaluation conjoints GIZ-PNUD à mis-parcours et à la fin du programme.	27) Réunion nationale et réunions régionales sur les conclusions de MTR 28) Réunion nationale et réunions régionales sur les conclusions de l'évaluation finale 29) atelier final du projet						3 000 000	AEDD - AD PNUD